

# LE PATRIOTE

Méfiez-vous  
de l'homme  
nu qui vous  
propose  
sa chemise.

Hebdomadaire d'informations, d'analyses et d'opinions

200 Frs

16<sup>e</sup> année

Lycée 5 février 1979

## LE GOUVERNEMENT AUSSI FERME QU'INTRANSIGEANT FACE AUX INCIVIQUES



Après que des élèves du lycée 5 février 1979 de Mpila aient «blasphémé et violé la République», le jour anniversaire de cet établissement scolaire, la réaction du gouvernement a été ferme, prompt et sans appel. Sur Seize élèves identifiés impliqués dans ces actes, treize ont d'ores et déjà été interpellés et mis à la disposition des services d'enquête. Le communiqué gouvernemental publié le 9 février 2024 qui l'indique, annonce la suspension des cours et des équipes de maîtrise. Ce même communiqué annonce aussi la fermeture dudit lycée et l'ouverture d'une information judiciaire. 5

Diplomatie

### BRAZZAVILLE, LE CREUSET DE LA PAIX EN AFRIQUE ET DANS LE MONDE 2

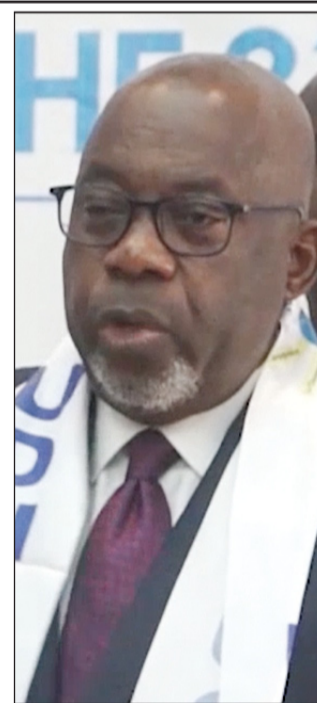
Idéologie

### LE TALON D'ACHILLE DES PARTIS POLITIQUES CONGOLAIS 7

Joseph Badiabio

### « NOUS AVONS ÉVOLUÉ DANS UN CONTEXTE ASSEZ PARTICULIER » 8

La situation à l'Union des démocrates humanistes (UDH-Yuki) s'est calmée. L'heure est au travail pour la reconquête des fiefs perdus, a déclaré Joseph Badiabio, président élu



2024, année dédiée à la jeunesse

## ENCORE UN ENGAGEMENT DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE EN PASSE D'ÊTRE RÉDUIT EN SLOGAN

« Pour une meilleure prise en charge des aspirations des jeunes, je décrète 2024, année de la jeunesse ». Ainsi s'est exprimé le Président de la République dans son message de vœux, le 31 décembre 2023. Pour Denis Sasso N'Guesso, il s'agit d'intensifier les efforts du gouvernement, pour des réponses à donner aux causes des couches juvéniles, notamment en termes d'éducation, de formation et d'emploi. Seulement voilà, comme d'habitude, cet engagement du Chef de l'Etat est vite tourné en dérision. Il est devenu un condiment pour assaisonner tous les discours, y compris les plus éloignés des causes des jeunes. 6

Diplomatie

## BRAZZAVILLE, LE CREUSET DE LA PAIX EN AFRIQUE ET DANS LE MONDE

**Le Congo figure parmi les pays faiseurs de paix dans le monde en général et en Afrique en particulier. En guise d'illustration, nous pouvons citer entre autres la signature du protocole de Brazzaville de 1990, ayant abouti à la libération de Nelson Mandela et la signature à Brazzaville en 2014 d'un accord de cessez-le-feu en République Centrafricaine. A ces deux faits historiques, il faut ajouter la Libye dont les contours de l'avenir sont en train d'être dessinés aussi à Brazzaville. Tous ces épisodes ont pour artisan principal, le Président Denis Sassou N'Guesso qui connaît parfaitement la valeur de la paix dans un pays.**

On le répète à l'envi, la paix et l'unité font partie des besoins fondamentaux que les populations en proie à un conflit désirent et recherchent à tout prix. Pour y parvenir, le travail complexe et à long terme, souvent émaillé de bonds en avant et de pas en arrière, se révèle nécessaire. Un tel travail demande donc le talent, la patience et la sagesse. On comprend dès cet instant que si le président Denis Sassou N'Guesso a été choisi par ses pairs africains pour trouver une solution idoine à la crise Libyenne, c'est parce qu'il est un homme courageux, patient et sage. En effet, le président Denis Sassou N'Guesso, a horreur d'assister passivement à un incendie qui s'est déclaré dans la maison de son voisin sans agir. Il ne cherche pas à l'éteindre avec de l'huile mais plutôt en apportant un sceau d'eau quelle que soit l'ampleur des flammes. C'est ce qui s'est passé en Libye en 2011 quand il s'y est rendu, à ses risques et périls, alors que le pays était à feu et à sang. En tête du peloton de paix constitué par l'Union africaine,

Denis Sassou N'Guesso s'était rendu en Libye pour négocier avec le président Mouhamar EL Kadhafi des termes de sortie de crise, tout en demandant aux puissances occidentales de privilégier le dialogue et de préserver la vie du leader libyen.

Cette démarche africaine bien que pacifiste, s'est heurtée à la détermination farouche des puissances occidentales d'en découdre avec Mouhamar EL Khadafi. Il a été finalement abattu comme un chien à Syrte, en Libye, vraisemblablement par les puissances occidentales. Et depuis, ce pays qui suscitait l'admiration du monde, est scindé en deux dont une partie est dirigée par un gouvernement reconnu par la communauté internationale et l'autre par une milice à la solde du maréchal Khalifa Haftar. Dans le cadre de la recherche de la paix, huit réunions ont déjà eu lieu à Brazzaville et la neuvième s'est tenue le 5 février 2024 sous l'égide de l'UA et sous la conduite de Denis Sassou N'Guesso en sa qualité de président du Comité de haut niveau sur la Libye. Ces rencontres visent à réconcilier les filles et les fils Libyens. Il n'en devrait être autrement, quand on sait que les conflits brisent des vies et mettent le développement à l'arrêt.

En la matière, le président Denis Sassou N'Guesso dispose



*Nelson Mandela à Brazzaville pour remercier l'action de Denis Sassou N'Guesso*

d'une longue et riche expérience. Son choix pour le dialogue ne date pas d'aujourd'hui. En rappel, le mardi 13 décembre 1990, les Etats-Unis d'Amérique, l'Angola, Cuba et l'Afrique du Sud sont parvenus au terme d'après négociations à la signature du protocole dit de Brazzaville. Ce protocole a ouvert le processus ayant conduit à l'indépendance de la Namibie ; mis fin au conflit en Angola et abouti à la libération du plus vieux prisonnier du monde Nelson Mandela. Ce protocole a également ouvert des perspectives qui semblaient être improbables, avec l'abolition de l'apartheid en Afrique du Sud et plus tard, l'élection du premier président noir dans ce pays. Qui l'eût cru, alors que l'apartheid qui n'a été aboli qu'en 1991 existait depuis 1948. Cette politique conçue et introduite en Afrique du Sud était solidement implantée et tolérée malgré son côté tortionnaire par les occidentaux. Parlant de la signature d'un ac-

cord de cessez-le-feu en République Centrafricaine le 21 juillet 2014 à Brazzaville, le président Denis Sassou N'Guesso a fait preuve d'ouverture d'esprit et d'empathie pour amener les parties en conflit à s'entendre. Cet accord qui a été signé au terme d'un forum pour la paix entre l'ex-rébellion Séléka à dominante musulmane et les milices anti-balaka, formées de combattants animistes grâce à la médiation congolaise avait permis à ce pays de connaître une accalmie. Bien que ce forum de réconciliation ne soit pas parvenu à atteindre l'objectif du désarmement et démobilisation des milices, Brazzaville a eu néanmoins le mérite de faire asseoir les deux parties belligérantes autour d'une même table. Pour Denis Sassou N'Guesso, « Brazzaville constitue le premier pas, avant le dialogue qui clôturera formellement le processus que nous venons d'engager ».

Comme nous le constatons avec bonheur, là où la paix est

menacée et violée, le président Denis Sassou N'Guesso a toujours apporté ses bons offices pour trouver au moyen du dialogue une solution consensuelle. Il est parfaitement conscient que les conséquences des conflits sont vastes et dramatiques. De même, il est aussi conscient que se contenter seulement de la réponse militaire à un problème politique ne fonctionne pas toujours comme on le souhaite. Bien souvent, elle ne fait qu'empirer la situation et la complexifier davantage. C'est pourquoi, le président Denis Sassou N'Guesso a toujours privilégié la médiation, la diplomatie, le dialogue et le débat constructif pour résoudre les conflits armés ou sociaux.

Notons que cette approche, fait partie des outils qui intègrent la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) proclamés par l'Organisation des Nations Unies (ONU).

**Alexandre Ôgnégné**

### LE PATRIOTE

**Siège: 106 bis,  
Rue Ewo - Ouenzé  
N° MAT. 053/MCRP/DGA/DPE  
DU 25 MARS 2010**

Directeur Général  
**Patrick YANDZA**

Directeur de la Publication  
**Guy MOUKOZA**

Equipe rédactionnelle  
**Laurent LEPOSSI,  
Georges ENGOUMA,  
Jules Débel,  
Gulit NGOU,  
Ernest OTSOUANGA  
Dim-Martie MIZÈRE**

Relationniste  
**Anderson de MBALOE,**

Mise en pages

**YENGO MALANDA**

Impression  
Offset

Journal Le PATRIOTE



*Photo de famille marquant la fin de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) à Ouagadougou*

9<sup>ème</sup> Comité de haut niveau

# LES FORCES ÉTRANGÈRES APPELÉES À SE RETIRER DE LA LIBYE

**La conférence pour la réconciliation des libyens aura lieu le 28 avril 2024 à Syrte, sauf imprévu de dernière heure. La voie conduisant vers cette échéance capitale a été parfaitement balisée au cours du 9<sup>ème</sup> comité de haut niveau qui s'est tenu le 5 février 2024 à Brazzaville. C'est le président de cette institution mise en place par l'Union africaine (UA) Denis Sassou N'Guesso qui a présidé ces travaux dont les objectifs visent à refaire la paix et à remettre la Libye sur la voie du développement.**

Le segment des chefs d'Etat et de gouvernement du Comité de haut niveau de l'Union africaine sur la Libye s'est réuni pour la neuvième fois consécutive, autour de son président, Denis Sassou N'Guesso. Au cours de cette rencontre, il a échangé sur l'état d'avancement du

mission de l'Union Africaine de continuer à soutenir les libyens pour assurer le bon déroulement de ce processus et de manière efficace. Il a rappelé la décision de la Conférence de transférer rapidement le Bureau de liaison de l'Union Africaine pour la Libye à Tripoli ».



Le présidium du 9<sup>ème</sup> Comité de Haut niveau



L'objectif du Comité de Haut niveau vise à refaire la paix en Libye

processus de réconciliation nationale en Libye. Il a aussi « reconnu et salué les progrès politiques significatifs réalisés en Libye, en vue des élections présidentielles et parlementaires et a également souligné la nécessité d'unifier le pays par le biais d'un processus de réconciliation nationale ouvert à tous, afin de favoriser la cohésion sociale et politique ; exprimé en outre son soutien à l'unification des institutions nationales, conformément aux aspirations du peuple libyen et aux résolutions de l'UA et de la Communauté Internationale ».

Le Comité de Haut niveau s'est félicité des efforts du Conseil présidentiel libyen à travers l'adoption d'une vision stratégique nationale de réconciliation. Il s'est également félicité de la fréquence des réunions à intervalle régulier du Comité préparatoire. Pour un meilleur suivi du chronogramme, le Comité de haut-niveau a encouragé le Conseil présidentiel à mettre en place la Commission nationale pour la réconciliation. « A cet égard, il a exhorté le Comité préparatoire à accélérer les préparatifs en vue de la convocation de la Conférence de réconciliation dans les délais prescrits. Le Comité a demandé à la Com-

Il a réitéré son appel aux parties prenantes libyennes à adhérer de manière inclusive et constructive aux efforts de réconciliation en cours. Le Comité de Haut niveau a souligné la nécessité de recourir à la justice transitionnelle et aux approches traditionnelles du règlement des conflits pour promouvoir le consensus national, l'apaisement, l'unité et la cohésion sociale. Le Comité de Haut niveau a souligné le besoin urgent de convergence et de complémentarité des actions de l'Union africaine, des Nations unies, de la Ligue des États arabes, de l'Union européenne et de la communauté internationale en faveur de la Libye afin d'éviter la dispersion des efforts. Aussi, a-t-il réitéré son appel aux acteurs extérieurs à cesser et à s'abstenir de s'ingérer dans les affaires intérieures de la Libye et aux combattants étrangers, aux forces étrangères et aux mercenaires de se retirer de la Libye. Tenant compte des attentes de la conférence du 28 avril à Syrte, Abel Ali Mohammed, le secrétaire général adjoint de la Ligue des États arabes a invité toutes les parties à s'impliquer, en vue de consolider le processus actuel de réconciliation interlibyenne.

Abdoulaye Bathily, représentant spécial du secrétaire général de l'ONU pour la Libye salue les efforts importants pour la

réconciliation en Libye que déploie depuis plus d'une décennie le Comité de Haut niveau et plaide pour la réunification des institutions politiques et la libération des détenus. Moussa Faki Mahamat, président de la commission de l'Union africaine quant à lui, avoue que Denis Sassou N'Guesso est « en tête du palmarès des efforts sur la réconciliation en Libye » et a encouragé les forces en présence à aller jusqu'au bout de cette œuvre de longue haleine dont le succès dépend « du choix souverain des Libyens avant tout ». De son côté, le président du conseil présidentiel libyen, Mohamed Yunus Al-Menfi rappelle : « les Libyens tiennent à cette prospérité et à rompre avec les stéréotypes ». Il salue les recommandations

qui consolident la confiance en vue d'un meilleur avenir pour la Libye. Azali Assoumani, président en exercice de l'Union africaine appelle à l'accélération de la mise en place des institutions politiques stables. Quant à Denis Sassou N'Guesso, président du Comité de Haut niveau de l'Union africaine sur la Libye, affirme que la neuvième réunion a marqué un tournant majeur eu égard aux engagements pris dans la restauration de la paix en Libye. Selon lui la conférence du 28 avril 2024 posera les bases de sortie de crise et de restauration de la paix durable. « La légitimité des urnes vaut mieux que la spirale destructrice des armes », a-t-il conclu.

Marlène Samba

## LA PARABOLE DE L'ÉLÉPHANT

### LA PERSONNALITÉ DE L'ÉLÉPHANT

De l'avis des psychologues, la personnalité est décrite comme la résultante de cinq grands facteurs appelés dimensions. Celles-ci sont l'ouverture à l'expérience, l'extraversion, le caractère consciencieux, l'agréabilité et le névrosisme (ou instabilité émotionnelle). Chacun de nous se caractérise par une combinaison bien particulière de ces dimensions. Mais qu'en est-il des animaux, singulièrement des éléphants ? S'il est admis que les pachydermes, comme d'autres animaux, ont leur petit caractère bien différent de celui des autres, cela correspond-il à une vérité scientifique et mesurable ? Selon les avis concordants des chercheurs qui ont évalué la personnalité d'une centaine d'éléphants, les traits dominants de ces animaux sont : le leadership, la sociabilité, la patience et la tolérance. Mais, les chercheurs ont aussi noté que la personnalité des éléphants peut se définir par trois facteurs principaux : l'attention, la sociabilité et l'agressivité. Ces dimensions principales rassemblent à leur tour, à plusieurs traits. Pour mon grand-père, la personnalité la plus forte qui a émergé chez les éléphants est incontestablement celle du leadership. Ce

leadership n'est pas établi par la domination, comme chez beaucoup d'autres espèces, y compris les humains, mais par le respect acquis en montrant l'intelligence et en résolvant les problèmes. En effet, chez les éléphants, le leadership n'est pas égal au pouvoir ou à l'affirmation chez les éléphants, mais illustre le respect accordé aux individus en fonction de leur capacité de résolution de problèmes et de leur permissivité sociale. Chez les éléphants, l'attention est liée à la façon dont ils agissent et perçoivent leur environnement. A tout instant, un éléphant cherche toujours à être proche des autres éléphants. Parfois, ces animaux se caractérisent par une grande agressivité envers d'autres espèces, notamment les prédateurs qui, souvent interfèrent dans leur interaction sociale. Il est démontré deuxièmement qu'il n'y a pas de différences notables de personnalité entre les éléphants mâles et femelles. Ce qui fait dire à mon grand-père qu'il existe des similitudes entre les personnalités humaines et les éléphants.

Jules Débel

## Parlement

## ALLOCUTION DU PRESIDENT DU SENAT, LE VENERABLE PIERRE NGOLO, À L'OCCASION DE L'OUVERTURE DE LA 2<sup>ème</sup> SESSION ORDINAIRE ADMINISTRATIVE DU SENAT

- **Monsieur le Ministre d'Etat, Ministre des Affaires foncières et du domaine public, chargé des relations avec le Parlement ;**
- **Vénérables Sénateurs et chers Collègues ;**
- **Très chers collaborateurs ;**
- **Mesdames, Messieurs.**

Après une intersession, la moins longue séquence des vacances parlementaires cependant aussi la plus mouvementée, nous revoici réunis à l'hémicycle, à l'occasion de l'ouverture des travaux de la session ordinaire administrative du 1er février, la 2<sup>ème</sup> de notre mandature. Si au cours de la session inaugurale et de la session ordinaire budgétaire, nous marchions à pas incertains, de fois même tremblotants, à l'instar d'un enfant que l'on lance dans l'apprentissage de la marche, la session qui commence doit être celle de l'amorce de la consolidation de notre posture.

A pas sûrs et fermes, nous devrions cheminer vers l'accomplissement des missions dévolues à l'Institution Sénat.

Souvenons-nous alors et toujours de nos engagements tout en ayant à l'esprit les cris de cœur des distingués élus départementaux et municipaux. De même, il nous faut avoir une claire et bonne conscience de ce que le peuple et la République sont fondés d'attendre d'un Parlement comme le nôtre qui, outre les charges traditionnelles d'une assemblée, porte la responsabilité de « Modérateur et de Conseil de la Nation ».

Ici au Parlement, dans cet hémicycle, temple de la démocratie où résonnent en permanence les appels du souverain à la justice, à la liberté, à la prospérité, bref au mieux vivre ensemble dans la paix et la sécurité, il est, pour les Sénateurs, un impératif catégorique de s'assumer pleinement en législateurs, artisans et gardiens de la stabilité sociale.

Sans relâche ni atermoiement, nous avons à œuvrer pour la confirmation de notre vocation de missionné dont les résultats prescrits se résument à la meilleure tenue de la gouvernance publique pour une cité harmonieuse. Avec la sagesse censée nous caractériser, investissons-nous à donner du sens à notre vie en soutenant avec, Victor HUGO, je cite « La vie, c'est l'avenir qui se prépare », fin de citation.

- **Monsieur le Ministre d'Etat ;**
- **Vénérables Sénateurs et chers Collègues ;**
- **Très chers collaborateurs ;**
- **Mesdames, Messieurs ;**

Au moment où s'ouvrent nos assises, le monde continue d'être le théâtre des violentes confrontations qui sèment humiliations, horreurs et désolations. A l'autel des égoïsmes exacerbés par la volonté de puissance de certains Etats, la paix mondiale se trouve soigneusement tenue entre parenthèses au lieu de rester le centre de concentration des énergies d'une humanité consciente tournée résolument vers le progrès social.

A bien scruter les déclarations et prises de position de nombre de dirigeants à travers notre planète, l'hypothèse d'une 3<sup>ème</sup> guerre mondiale semble progressivement quitter la sphère des fantasmes pour intégrer le champ des probabilités sur lesquelles certains acteurs politiques ou militaires déploient leur ingéniosité.

Les femmes, les hommes, pour tout dire les populations du monde, toutes tendances confondues, auraient tort et s'engageraient sur la voie du suicide collectif en laissant se dérouler un tel scénario.

C'est pourquoi, le Sénat, par ma voix saisit une fois encore cette occasion pour toucher à la sensibilité des grandes puissances et lancer un appel à une solidarité agissante de la communauté internationale afin que soit rapidement et définitivement éloigné le spectre de la guerre mondiale.

Défenseur inlassable de la paix dans le monde, le Congo sous la très haute conduite de Son Excellence Denis Sassou N'Guesso, Président de la République, Chef de l'Etat, Président du Comité de Haut Niveau de l'Union Africaine, s'atèle aujourd'hui à préparer la réunion de Concertation sur la question libyenne qui s'ouvrira, à



Brazzaville dans la Cité de kintélé, le 05 février 2024 prochain.

Le Sénat souhaite pleins succès à ces assises afin que la Libye qui, jadis a fait la fierté de l'Afrique reprenne sa place dans le concert des Nations.

Le Sénat salue par ailleurs, la tenue à Rome en Italie les 28 et 29 janvier 2024, du Sommet Italie-Afrique. Cette tribune à laquelle le Congo a été représenté par une importante délégation conduite par Son Excellence Denis Sassou N'Guesso, Président de la République, Chef de l'Etat, est à inscrire dans le cadre de l'exploration de nouvelles perspectives, de la saisie des opportunités qui se présentent au continent afin de bâtir un avenir florissant avec l'Italie.

Juste à côté de nous, en République Démocratique du Congo, après un processus électoral qui s'est bien déroulé dans la paix et à la suite de l'investiture d'une solennité exceptionnelle du Président élu Félix Antoine Tshisekedi-Tshilombo, le 20 janvier 2024, le Sénat souhaite, de tous ses vœux, que le feu soit éteint à l'Est de ce riche et grand voisin pour que la priorité soit donnée à la construction du pays.

- **Monsieur le Ministre d'Etat ;**
- **Vénérables Sénateurs et chers Collègues ;**
- **Très chers collaborateurs ;**
- **Mesdames, Messieurs ;**

Au niveau national, cette session s'ouvre dans un contexte marqué par des crues inédites du grand fleuve Congo, de bien d'autres collecteurs naturels ou artificiels causant destructions d'habitations, érosions, inondations, ainsi que déplacements de populations. Cette situation touche fortement tout au autant l'intérieur du pays que nos villes surtout celles de Brazzaville et de Pointe-Noire.

Malgré les perspectives encourageantes sur le plan économique, le Congo subit ainsi de plein fouet les conséquences néfastes des changements climatiques. Le plan de résilience mis en place par le gouvernement est plus que jamais d'application impérieuse.

Je saisis la présente occasion pour exprimer la profonde compassion de notre Institution avec les populations sinistrées et exhorter le Gouvernement à tout mettre en œuvre pour porter une assistance substantielle aux compatriotes victimes des catastrophes.

L'électricité et l'eau constituent de nos jours un véritable sujet de préoccupations. Les coupures régulières, avec les multiples soucis qu'elles génèrent, ont atteint un niveau qui appelle un suivi attentionné des organes de contrôle.

Il convient en outre de souligner et de stigmatiser la perpétuation d'actes d'incivisme et de délinquance en milieu urbain singulièrement avec des phénomènes du genre « boum à l'étranger » et autres qui affectent considérablement la quiétude des habitants de notre beau pays.

Le Congo, pris entre-temps pour cas d'école qui a

réussi l'exploit, après une période trouble, de restaurer par lui-même la paix, ne peut pas aujourd'hui laisser se développer et perdurer une atmosphère de psychose. Chacun est donc appelé à jouer effectivement son rôle afin que notre pays demeure ce havre de paix où restent inaliénables les libertés d'entreprendre, de parler et de circuler, en toute sécurité.

Avec la sécurité des hommes et des biens assurée, le Congo doit résolument se positionner sur l'axe de l'effort conduisant à l'essor.

Alors, dans un élan de communion avec John Fitzgerald Kennedy qui soutient que « l'effort ne garantit pas toujours le succès, mais sans effort, il n'y a pas de succès », fin de citation, nous avons, Vénérables Sénateurs et chers Collègues, à être permanemment en éveil tant il faut veiller à ce que la société ne sombre pas dans la passivité et l'insouciance, qu'elle ne s'enlise pas dans les travers qui hypothèquent l'avenir.

Lorsque dans son adresse à la rentrée judiciaire de la cour suprême, Son Excellence Denis Sassou N'Guesso, Président de la République, Chef de l'Etat déclare, je cite : « L'éradication de tout ce que j'ai dénoncé sans cesse, en termes d'antivaleurs, demeure encore, à ce jour, une question d'actualité », fin de citation, le Chef de l'Etat attend de tous l'action, une action forte porteuse de changement.

Et le peuple dont nous nous prévalons de porter le message ne rêve que de ce changement.

Quel est alors notre degré d'implication, dans ce qui est à enclencher cette année pour que la jeunesse à laquelle est consacrée 2024 vive le changement espéré ?

- **Vénérables Sénateurs et chers Collègues ;**
- **Très chers collaborateurs ;**

Soyons dans l'action, poussons à l'action, veillons à son exécution sans fléchir.

- **Monsieur le Ministre d'Etat ;**
- **Vénérables Sénateurs et chers Collègues ;**
- **Très chers collaborateurs ;**
- **Mesdames, Messieurs ;**

Aujourd'hui jeudi 1er février qu'a lieu l'ouverture solennelle de notre session, rentre au Congo, sa terre natale, la dépouille mortelle d'un ancien Sénateur, le Vénérable Jean-Pierre Nonault, mort à Paris le jeudi 25 janvier dernier date de la tenue de notre 1<sup>ère</sup> session extraordinaire ainsi que de la Conférence des Présidents.

A nos égards, cette curieuse coïncidence met en évidence la haute stature de parlementaire de l'illustre disparu, homme d'Etat de dimension exceptionnelle, diplomate dans son esprit et dans sa chair, dirigeant politique aux convictions jamais altérées qui nous quitte en sachant toujours porter sa veste d'encadreur au sein du Parti Congolais du Travail dont il était Co-fondateur.

Tout ce qui est dit donne à comprendre qu'il était un sage, le grand mouènè.

Le Sénat qui espère que la République et tous les Sages sauront rendre à Mouènè Nonault l'hommage qu'il mérite, souhaite qu'il repose en paix dans la terre de nos ancêtres.

- **Vénérables Sénateurs et chers Collègues ;**
- **Très chers collaborateurs ;**

Je termine mon propos en formant à notre endroit une invite à méditer cette pensée de Nelson Mandela je cite : « La diplomatie parlementaire transcende les frontières, érige des ponts plutôt que des murs et transforme les désaccords en opportunités de collaboration. En ces enceintes, chaque débat est une occasion de tisser les liens plus forts entre Nations », fin de citation.

**Bon travail à tous !**

- **Vive le Sénat !**
- **Vive la Démocratie !**
- **Vive la République !**
- Je vous remercie.**

Lycée 5 février 1979

# LE GOUVERNEMENT AUSSI FERME QU'INTRANSIGEANT FACE AUX INCIVIQUES

Après que des élèves du lycée 5 février 1979 de Mpila aient « blasphémé et violé la République », le jour anniversaire de cet établissement scolaire, la réaction du gouvernement a été ferme, prompte et sans appel. Sur seize élèves identifiés impliqués dans ces actes, treize ont d'ores et déjà été interpellés et mis à la disposition des services d'enquête. Le communiqué gouvernemental publié le 9 février 2024 qui l'indique, annonce la suspension des cours et des équipes de maîtrise. Ce même communiqué annonce aussi la fermeture dudit lycée et l'ouverture d'une information judiciaire.



Le ministre Ghislain Thierry Maguessa Ebomé tape du poing sur la table

Apravant, le ministre de l'enseignement technique et professionnel, Ghislain Thierry Maguessa Ebomé était sur les lieux pour manifester la colère du gouvernement. A cette occasion, il avait énoncé des mesures conservatoires directement devant les élèves, enseignants, les agents de l'administration et les responsables de cet établissement. La rencontre avait été organisée autour du mât où des inciviques avaient descendu le drapeau national pour hisser

un morceau de tissu à la place. En quelques mots, le ministre avait dénoncé « le viol de la République » et prononcé des mesures y afférentes. « Nous sommes appelés ici par un événement malheureux et grave qui a eu lieu le 5 février dernier. Des élèves ont posé un acte de grand banditisme et ont blasphémé le drapeau. C'est un viol de la République, un viol d'un symbole de la République », avait-il déclaré. Une réunion interministérielle organisée à la primature le 9 février 2024 a prononcé des

sanctions à l'encontre des inciviques dont 16 ont été identifiés formellement. « A ce stade, seize élèves impliqués dans ces actes ont été identifiés. Treize d'entre eux ont d'ores et déjà été interpellés et mis à la disposition des services d'enquête. Compte tenu de la gravité des actes commis, le gouvernement annonce les décisions suivantes : la suspension des cours et la fermeture du Lycée du 5 Février 1979 à compter du 12 février 2024 et ce, jusqu'à nouvel ordre ; la suspension immé-



La vidéo qui a alerté l'opinion sur le viol de la République

diatement ouverte par M. le procureur de la République près le Tribunal de grande instance de Brazzaville ». Ces décisions fermes du gouvernement ont soulagé certains élèves qui se croyaient être sanctionnés abusivement. Selon eux, ils n'ont rien à voir avec l'acte posé par leurs collègues dont des anciens qui ont déjà obtenu leur bac et suivent les études supérieures. « Les gens avaient posté un message sur internet pour célébrer à leur manière l'anniversaire de leur école. Ils sont venus, ils ont arraché le drapeau et mis un tissu qu'ils avaient amené. Malheureusement, c'est nous qui payons à leur place. Moi, j'étais en salle quand ils étaient là », se plaint un candidat au baccalauréat technique.

Le communiqué du gouvernement précise par ailleurs que ces premières décisions seront accompagnées, selon l'évolution des investigations, de toutes mesures devant permettre aux protagonistes ayant participé à ces actes d'en comprendre la gravité. Poursuivant sa déclaration, porte-parole du gouvernement a indiqué : « les actes inciviques ainsi révélés, se caractérisant par un outrage public au symbole de la République qu'est le drapeau national, étant constitutifs d'un trouble à l'ordre public, une information judiciaire a été

Ernest Otsouanga

Année de la jeunesse

## PO NA EKOLO ATTIRE L'ATTENTION DES « KULUNA EN CRAVATE »

Le dixième anniversaire de la dynamique citoyenne Po na ekolo-samu na bwala sera célébré en février 2025 au stade Félix Eboué. La décision a été prise par le comité directeur qui s'est tenu du 1er et 2 février 2024 à Brazzaville, sous la direction de son coordonnateur général Digne Elvis Tsalissan Okombi. Mettant à profit l'occurrence de la présente, il a attiré l'attention des décideurs pour la réussite de l'année de la jeunesse décrétée par le chef de l'Etat.

Po na ekolo, principale dynamique citoyenne de sensibilisation, d'éducation civique et morale est le porte-étendard de la lutte contre les antivaleurs engagée par le chef de l'Etat. « Notre société est malade : les antivaleurs décriées par le président de la République prennent le

dessus sur les vertus ; nous sommes devenus une société de corrompus et de corrupteurs ; l'amour du travail a disparu en faveur de la recherche du gain facile ; la prostitution juvénile et la pédophilie amplifiées par les réseaux sociaux détruisent les mœurs au vu et au su de tous ; la Pauvreté, devenue endémi-



Digne Elvis Tsalissan Okombi

que favorise la déconstruction sociale. La première cellule de la société qui est la famille, est touchée », a-t-il déclaré.

Le comité directeur salue l'année de la jeunesse et se mobilise pour accompagner cette initiative présidentielle, pour mieux orienter cette « boule d'énergie » qu'est la jeunesse. « Si cette jeunesse n'est pas orientée, formée, canalisée, elle pourra se transformer en une bombe de destruction massive de la société ». Il estime cependant qu'elle ne peut aboutir à des résultats tangibles que si l'éthique et la morale sont mises en valeur. « A contrario, l'argent des financements des projets des jeunes servira non seulement aux cadres véreux, des kulunas en cravate dans nos administrations, mais aussi à financer la vie de jouissance des jeunes inconséquents », a déclaré Digne Elvis Tsalissan Okombi qui s'alarme en même

temps de l'augmentation des prix des denrées de première nécessité.

Avant d'aborder les perspectives de la célébration du dixième anniversaire prévu en février 2025 au stade Félix Eboué, le comité directeur de Po na ekolo a fait le point de l'exécution du plan d'action 2022-2023 et mis en place un programme triennal axé sur la sensibilisation ; la restructuration des organes ; l'ouverture des adhésions des associations et la mise en œuvre des projets de formation pour des jeunes et associations membres. Le comité de direction s'est félicité par ailleurs de la constance, l'engagement et la pérennisation de la dynamique de son président Hugues Nguélonzé. Cette constance a permis à l'organisation Po na ekolo de survivre, parce qu'il a « maintenu sa volonté d'accompagner les jeunes ».

Marlène Samba

2024, année dédiée à la jeunesse

## ENCORE UN ENGAGEMENT DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE EN PASSE D'ÊTRE RÉDUIT EN SLOGAN

**« Pour une meilleure prise en charge des aspirations des jeunes, je décrète 2024, année de la jeunesse ». Ainsi s'est exprimé le Président de la République dans son message de vœux, le 31 décembre 2023. Pour Denis Sassou N'Guesso, il s'agit d'intensifier les efforts du gouvernement, pour des réponses à donner aux causes des couches juvéniles, notamment en termes d'éducation, de formation et d'emploi. Seulement voilà, comme d'habitude, cet engagement du Chef de l'Etat est vite tourné en dérision. Il est devenu un condiment pour assaisonner tous les discours, y compris les plus éloignés des causes des jeunes.**

Il s'agit d'un comportement et des pratiques qui intègrent très bien les habitudes des Congolais. Ils ont l'art de transformer en simples slogans, les mots d'ordres et engagements du Président de la République. Celui relatif à la jeunesse fait les frais des petits esprits qui confondent les engagements profonds du Chef de l'Etat avec des clichés que l'on cite à longueur de journée, pour meubler des discours articulés autour des préoccupations autres que celles des jeunes ; pourvu qu'ils épousent l'air du temps. Ainsi, les instructions et appels du Chef de l'Etat sont souvent vidés de leur sens et détournés de leur contexte initial. Tel est le cas des mots d'ordre comme : « agriculture, priorité des priorités », « autosuffisance alimentaire en l'an 2 000 », « rupture et changement de mentalité »... S'agissant de l'agriculture par exemple, le Président de la République s'appuie singulièrement sur les sommes faramineuses que le Congo dépense dans l'importation des denrées alimentaires. Point n'est besoin de rappeler que plus de 700 milliards de FCFA

sont dépensés chaque année, pour satisfaire les besoins de la population. Sortir le Congo de cette dépendance alimentaire, est l'ultime objectif que vise Denis Sassou N'Guesso depuis des décennies, en pointant ce secteur parmi les priorités du pays. Le Chef de l'Etat appelle au sursaut national. Afin de relever plusieurs défis à la fois, notamment le défi de l'indépendance alimentaire, en produisant des denrées qui replacent les Congolais dans leurs traditions alimentaires, et celui de la liberté/de l'indépendance alimentaire. D'où le rappel d'une de ses mémorables pensées des années 1980 : « un peuple qui ne produit pas ce qu'il consomme, n'est pas un peuple libre ». Et Denis Sassou N'Guesso d'ajouter : « la véritable liberté d'un peuple n'est effective que lorsque ce dernier s'appartient ».

Au lieu d'intérioriser ce noble engagement, en se mettant résolument au travail, les Congolais ont plutôt choisi de le tourner en dérision. Tout compte fait, le pays est à la case de départ.

Quant à l'appel à la rupture et au changement des men-

talités

La rupture et le changement sont les maîtres-mots du mandat politique en cours du Président Denis Sassou N'Guesso. Dans l'acte premier de son programme de gouvernement, on peut lire : « le développement ne vient pas spontanément avec le temps qui passe. Il est avant tout une affaire des humains... Mettre les Congolais et les Congolaises au cœur du développement, c'est les convertir à l'adoption et au bon usage des valeurs qui favorisent le développement... Les dirigeants de l'administration publique auront à prouver leur bonne conduite et à montrer l'exemple... » Des mots qui traduisent aisément l'engagement du Chef de l'Etat à faire migrer les Congolais vers de nouveaux comportements face au travail et à la chose publique. Il s'agit d'un appel visant à inverser la tendance actuelle où les vices sont érigés en valeurs ; tandis que les valeurs elles-mêmes ont été expressément éclipsées.

A l'origine, le terme "rupture", est une invite au retour aux valeurs. La rupture et la rigueur comme vecteurs du sursaut,

afin de replacer notre pays sur les rails. Mais, malicieusement, les Congolais ont fait de ce mot d'ordre, un véritable objet de plaisanterie entre amis. Dans les administrations, les passe-droits, les privilèges et tous les autres vices continuent de se développer. Partout, les comportements face à la chose publique n'ont pas varié d'un iota. Tout se passe comme si cela ne concerne que les autres. En conséquence, le pays s'enfoncé chaque jour davantage dans les contre-valeurs.

En effet, pour qu'elle soit efficace, la lutte en vue du changement des mentalités doit quitter le champ des slogans pour investir celui des actes. Car, la rupture et le changement ne peuvent résulter de simples bonnes intentions ou de quelques décrets, soient-ils des plus impératifs. La maîtrise des deux notions exige certaines conditions comme : une bonne compréhension des enjeux et une stratégie subtile et déterminée. Cela est d'autant vrai que le principe de la conduite du changement des mentalités réside dans la maîtrise de la subjectivité collective, au travers des réalisations et communications significatives, afin de corriger tout un faisceau de comportements, de règles du jeu, de méthodes et techniques enclins aux contre-valeurs. Il ne s'agit pas d'un changement artificiel pour se faire bonne conscience. Mais, d'une auto-évolution du corps

social qui transforme tout son fonctionnement et impulse une nouvelle conduite. Ce travail de longue haleine ne saurait se réaliser à coups d'interventions précipitées, en répétant le terme rupture à tout bout de champ.

En conclusion, si les jeunes sont les plus nombreux et constituent une grande force, ils méritent mieux que de simples promesses ou slogans. Car, ils ont besoin d'être formés et des emplois, pour être économiquement indépendants. Le gouvernement dont l'une des missions est de traduire en actes, les ambitions et aspirations du Chef de l'Etat, devrait encadrer cet engagement présidentiel. Il n'est nullement question d'imaginer les solutions aux problèmes de jeunes dans des bureaux douillés, en pensant à la place des concernés. Ce serait du simple saupoudrage, tel qu'il a déjà commencé au ministère de la jeunesse. L'ambition affichée du Chef de l'Etat au sujet de la jeunesse risque de connaître le même sort que les premières, tant que les pratiques resteront les mêmes. Aujourd'hui, tirant les leçons des premières expériences, toute démarche devrait commencer par une réflexion avec la participation active des différentes catégories de jeunes (diplômés, analphabètes, ruraux, néo-ruraux...)

Jules Débel

Mairie de Baongo

## BERNARD BATANTOU PREND SES FONCTIONS

**Le nouvel administrateur-maire du deuxième arrondissement Baongo Bernard Batantou, a été officiellement installé dans ses fonctions le 7 février dernier à Brazzaville par le préfet du département de Brazzaville, Pierre Cébert Iboko-Onanga. C'était en présence de plusieurs autorités politico-administratives et judiciaires.**

Ancien administrateur-maire du quatrième arrondissement Mounkali, Bernard Batantou succède au Docteur Simone Loubienga. Prenant la parole, il a remercié le président de la République pour la confiance renouvelée et toutes les autorités ayant rendu possible sa nomination à la tête de la mairie de Baongo. « Le plan d'action de la commune de Brazzaville constitue et sera toujours l'armature de toutes les activités que nous mènerons, notamment en matière d'assainissement, de déguerpissement, d'éducation, de santé, de loisir et surtout de

vivre ensemble. Le vivre-ensemble devra être notre crédo afin de briser un certain imaginaire dans lequel malheureusement s'enferment certains d'entre nous. La République est belle, elle est bonne et généreuse. Elle nous ouvre ses bras, elle nous nourrit de ses bienfaits, profitons-en tous. Aucun congolais n'a le droit de ne pas se servir à la table de la République », a-t-il dit.

Le préfet de Brazzaville a quant à lui rappelé au nouveau promu que la nomination à une fonction ne suffit pas pour garantir l'excellence. « Votre forte implication dans l'exercice de



vos attributions réglementaires doit être de rigueur. Tout comme le sens du risque fait partie de votre travail de tout instant, au regard de vos contacts avec des difficultés inhérentes

à l'exercice de vos fonctions. Votre personnalité constitue le potentiel de réussite de l'exercice de vos attributions réglementaires d'administrateur-maire de l'arrondissement

2 Baongo », a souligné Pierre Cébert Iboko-Onanga.

Notons que Bernard Batantou est né le 8 mars 1953 à Brazzaville. Il est détenteur d'un doctorat en histoire des relations publiques internationales obtenu à Paris I, Panthéon Sorbonne. Enseignant de carrière, il a été maître auxiliaire dans plusieurs collèges de Paris avant de poursuivre son sacerdoce en qualité de vacataire à l'Université Marien-Ngouabi et au lycée Chaminade de Brazzaville.

Il est également membre du Parti Congolais du Travail (PCT). Bernard Batantou a été membre du comité central de 2006 à 2020. Il a été directeur de campagne de plusieurs candidats du PCT aux législatives. Il a été également Conseiller politique du président du Conseil départemental et municipal, député-maire de Brazzaville.

Dim-Martie Mizère

Idéologie

# LE TALON D'ACHILLE DES PARTIS POLITIQUES CONGOLAIS

**Lorsque l'on scrute minutieusement le fonctionnement des partis politiques de notre pays, tant ceux qui exercent le pouvoir d'Etat que ceux qui aspirent à le faire à leur tour dans une perspective de victoire électorale, on aboutit à la conclusion que la plupart d'entre eux ne mettent pas suffisamment l'accent sur l'éducation de leurs membres. Celle-ci est pourtant nécessaire dans la mesure où elle peut contribuer à faire du parti une machine électorale redoutable mais autant un parti de gouvernement dont l'efficacité ralliera même les plus sceptiques des électeurs. A contrario, l'absence de l'éducation est de nature à perturber les efforts qu'un parti au pouvoir ou non entreprend en vue d'élargir sa base dont c'est un de ses objectifs majeurs.**

Il faut repartir à l'ère du monopartisme ayant eu cours dans notre pays dans les années 60, 70 et 80, pour retrouver les traces de l'éducation des membres de parti. Elle est pratiquée successivement par le Mouvement National de la Révolution et le Parti Congolais du Travail. On la désigne par l'éducation idéologique. Elle consiste à familiariser les dirigeants et les membres de ces partis, particulièrement le Parti Congolais du Travail, avec la doctrine marxiste-léniniste. Ce, à travers des séminaires et des descentes à la base des membres de la hiérarchie du parti les plus outillés. Cette éducation inculque la discipline et les traditions du parti à ses ouailles. Dans le même temps, elle vise à élargir leurs connaissances dans différents domaines de la vie publique dans le but d'en faire des militants exemplaire. Pas seulement. Mais aussi pour devenir des cadres irréprochables dans l'administration, respectueux du bien public. En tout cas des cadres qui ne confondent pas trop facilement les deniers publics aux leurs propres. Ainsi, des dirigeants ou simples membres du parti bénéficiant des bourses idéologiques vont dans les pays de l'Est pour s'armer idéologiquement en vue de compléter qualitativement leurs acquis au plan administratif.

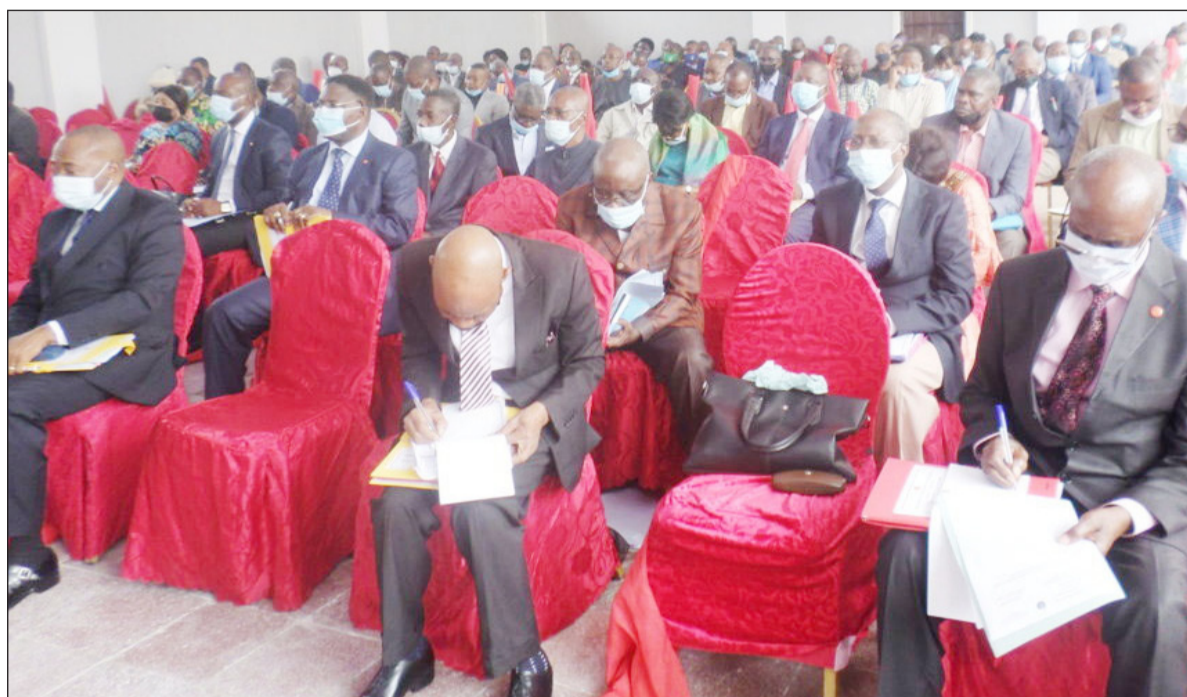
## La fin des séminaires idéologiques

L'éducation politique ou idéologique a disparu avec l'avènement de la démocratie dans notre pays au début des années 90. Les nouveaux acteurs politiques qui ont succédé aux précédents ont dû trouver de ringarde la pratique des séminaires politiques ou idéologiques. Ce sont des pratiques archaïques propres aux partis totalitaires. La nouvelle époque est marquée par le multipartisme et donc à la liberté d'expression et des opinions.

Le libéralisme tout court. La plupart des partis politiques mettent un point d'honneur à inscrire dans leurs statuts ces questions comme pour souligner leur attachement au respect des libertés et donc à la démocratie libérale. Cependant ils demeurent intransigeants sur la discipline qui doit régner au sein du parti. Mais les errements et les tiraillements que l'on observe au sein de certains partis politiques de notre pays résultent quelquefois de la négligence ou de l'absence de l'encadrement des élus, militants et sympathisants.

## L'absence de l'encadrement

La plupart de ces derniers posent des actes au sein du parti qui sont interdits par les statuts. Il arrive que certains engagent le parti à leur guise dans des affaires foireuses avec des risques de ternir l'image de son parti. Il peut se faire que des éminents membres des partis à des postes de responsabilités dans l'administration ou dans le privé s'illustrent par des détournements ou des actes qui frisent un ethnocentrisme débridé. Toutes ces dérives peuvent rejaillir négativement sur l'image du parti qui pourrait le payer cher lors des élections. Dans la mesure où tout parti



Les séminaires idéologiques au sein du PCT n'est plus ?

a pour ambition de parvenir à la conquête du pouvoir d'Etat et de l'exercer, ses adhérents devraient se dire qu'en tout lieu et à tout moment, ils sont en campagne en faveur du parti. Aussi doivent-ils avoir des comportements qui rassurent l'environnement dans lequel il se trouve. La manière d'être constitue ainsi subrepticement une façon de faire la campagne pour son parti sans en donner l'air. Elle peut être attrayante si l'image véhiculée est perçue positivement. Cette image le sera si dans des discussions qui peuvent paraître anodines, le responsable ou le simple membre du parti s'en saisit en vue de développer des thèmes pertinents susceptibles de convaincre l'assistance. Dans ces conditions, quelques membres de l'assistance séduits pourraient solliciter des rencontres pour poursuivre la discussion. Ce qui peut aller très loin jusqu'à demander une fiche d'adhésion au parti. En revanche cette stratégie peut se révéler désastreuse si le cadre du parti vient avec des discours effrayants. Par exemple des

discours plutôt que de rassembler mais divisent et repoussent. Ce militant peut se trouver au milieu de l'assistance et se met à faire l'apologie de son ethnie de manière outragante. Ou encore un autre qui se permet de vanter ses biens ou encore ses projets faramineux au point d'indisposer ses interlocuteurs. Celui-là se trahit par sa cupidité. Voter pour le parti dont il est membre est une occasion qu'on lui offre l'occasion de laisser libre court à la réalisation de ses fantasmes. Il peut constituer un danger pour le parti. Il est capable de le désertir pour un autre s'il s'aperçoit que ce dernier a de fortes probabilités de gagner les élections. Le danger serait manifeste s'il traîne derrière lui de nombreux militants.

## L'intérêt de l'éducation idéologique

Il y a toujours des personnes qui tiennent des propos iconoclastes au point de désespérer l'assistance. Cependant on ne peut trop vite vouer aux gémonies ce genre de membres

du parti qui sont, à leur corps défendant, toujours dans la gaucherie. En effet tous ceux qui font leurs premiers pas dans une formation politique, n'y entrent pas avec un bagage idéologique tout plein. Surtout lorsqu'il s'agit de néophytes. Ils sont nombreux ainsi dans les formations politiques. Ces dernières sont souvent désarmées devant ce phénomène. Il ne faut pas se leurrer, certaines parmi elles s'en accommodent et ne cherchent nullement à y remédier. Certains membres des partis se trouvant dans ces conditions et en véritables francs-tireurs, arrivent à s'en sortir quelque peu à travers la lecture des œuvres politiques des grands penseurs politiques aaa l'instar de Maurice Duverger, Raymond Aron et Max Weber. Mais la lecture n'est pas à même de remplacer valablement les séminaires ou éducation idéologique que les partis politiques peuvent dispenser à l'endroit de leurs membres. Ces dernières sont surtout centrées sur les réalités socio-politiques congolaises. Pour éviter les dérives décrites plus haut ou en amoindrir les effets négatifs sur le parti et partant sur la société, l'éducation idéologique apparaît comme l'une des solutions les plus sûres. A travers elles, les partis peuvent éduquer leurs membres aux exigences du bien commun, du bien public. Les membres du parti doivent dépasser leurs intérêts personnels pour ceux de la société dans laquelle il évolue. Ainsi, si tous les partis politiques accordent de l'importance à l'éducation idéologique, la société en tirerait grand profit.

Laurent Lepossi



Des participants au séminaire de conscientisation à l'UPADS

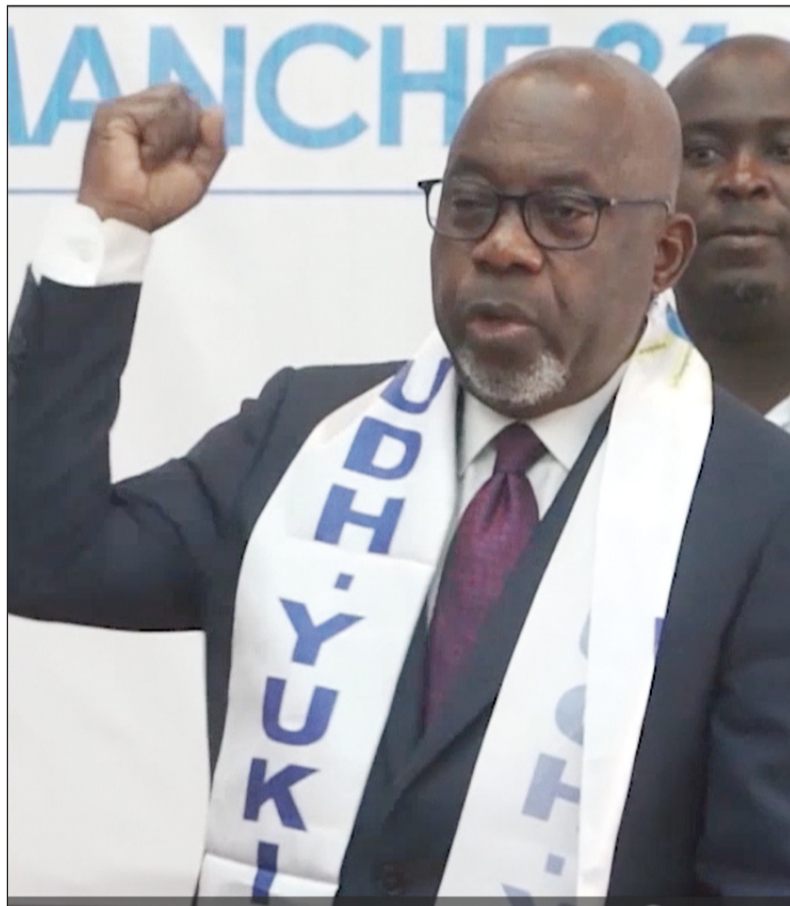
Joseph Badiabio

## « NOUS AVONS ÉVOLUÉ DANS UN CONTEXTE ASSEZ PARTICULIER »

**La situation à l'Union des démocrates humanistes (UDH-Yuki) s'est calmée. L'heure est au travail pour la reconquête des fiefs perdus, a déclaré en substance Joseph Badiabio, président élu pendant les assises du congrès contesté par une autre aile. Face aux populations des quartiers Mamba, Moukoundzi-Ngouaka et Météo le 31 décembre 2023, le successeur de Guy Brice Parfait Kolélas, se dit serein et s'est mis au travail pour le plus grand profit et bonheur des militants.**

Chacune de ses sorties médiatiques ou politiques, Joseph Badiabio est appelé à répondre aux préoccupations des journalistes ou des populations, relatives à la situation qui prévaut actuellement au sein de l'Union des démocrates humanistes (UDH-Yuki). A chaque fois, depuis la fin du congrès le 20 décembre dernier et la reprise des assises ayant abouti à l'élection de Joseph Badiabio à la tête de l'UDH-Yuki, quand on lui pose la question y relative, sa réponse est sans équivoque. « *L'orage est passé, le train est de nouveau sur les rails. J'ai été élu président. Le parti a un plan d'actions urgentes en douze points que j'exécute* ». C'est qu'il a toujours déclaré à qui veut l'entendre.

Si les prétentions du « *seul président légal et légitime* » Joseph Badiabio se confirment dans la durée, une nouvelle page est donc ouverte. Le successeur de Guy Brice Parfait Kolélas qui annonce la fin des intérimaires, signale que le train de la reconquête est en marche et ne s'arrêtera



Joseph Badiabio, le nouveau président de l'Udh-Yuki

plus jamais. Il demande aux autres qui croient aux idéaux du parti tels que définis par le fondateur de cette formation

politique, de le rejoindre. De même, il annonce le début du vrai travail tel que voulu par le président fondateur, sur son lit

de l'hôpital.

Ce refrain a été repris le 31 janvier sur l'aire de jeux du CEG Angola libre à Makélékélé, lors de sa première descente parlementaire qui a eu lieu juste après son élection à la tête de l'UDH-Yuki. En effet, face à l'insistance de certains citoyens présents, Joseph Badiabio a expliqué les raisons de l'irrégularité de ses comptes rendus de l'activité parlementaire, en dehors de quelques rencontres fortuites. Selon lui, ces contretemps sont indépendamment de sa bonne volonté. « *Nous avons évolué dans un contexte assez particulier, ponctué par des événements bloquants, surtout paralysants, au risque de reporter involontairement notre devoir parlementaire qui consiste entre autres à réaliser nos descentes parlementaires à l'issue des sessions* », a-t-il déclaré.

L'intrusion de l'UDH-Yuki dans la descente parlementaire a mobilisé davantage l'attention du député et de l'assistance quand un citoyen lui pose la question de faire l'état des lieux actuel du parti. Joseph Badiabio a cédé à cette pression, après avoir fait part de sa gêne, d'en parler dans une conjoncture qui aurait dû être exclusivement réservée à l'activité parlementaire. « *Ici je suis le député national qui parle à toutes les sensibilités de notre pays. Mais, oui depuis un moment cette turpitude a fait que je ne puisse pas être présent parmi vous. J'étais tellement accaparé par les tractations au sein de notre parti qui, fort heureusement, commencent à se dissiper* », a-t-il répondu.

De même, Joseph Badiabio affirme que le pire est désormais derrière nous. « *Je me présente à vous comme le président de l'UDH-Yuki, le seul. Après moult rebondissements, on s'achemine vers la fin. Soyez rassurés que votre humble serviteur a bataillé fort, pour qu'on puisse arracher cette victoire de haute lutte* ».

Le climat de suspicion qui prévaut encore au sein de l'UDH-Yuki, l'a amené à donner des explications sur sa présence aux côtés du député Isidore Mvouba du PCT alors en descente parlementaire. « *Ma présence à Kindamba obéissait à une invitation du président de notre institution Isidore Mvouba. Les gens ont tendance à vouloir en rajouter. C'est bien dommage. Au contraire, c'est une considération. Soyez fiers qu'on est jeté le dévolu sur votre député que je suis. Nous sommes 151 députés et le président n'a pensé qu'à 12, sur les 151. Il y a certainement d'autres qui voulaient être à côté du président. C'est un honneur, il fallait vous en réjouir* », a-t-il affirmé.

Rappelons que quelques jours auparavant, il avait présidé une réunion du bureau politique qui s'était soldée par une déclaration annonçant les points névralgiques de l'action de son mandat, Tandis qu'un groupe de sociétaires méconnaissant cette élection, exigeaient un congrès inclusif dont la tenue serait imminente et auquel il serait invité.

Ernest Otsouanga

Nouvelle Likouala émergente

## DE LA MÉTAMORPHOSE À LA CONTINUITÉ

**L'Association Nouvelle Likouala émergente (NLE) devient désormais Association Nouvelle génération émergente (ANGE). La nouvelle dénomination a été adoptée le 3 février 2024, au cours de l'assemblée générale ordinaire électorale qui s'est tenue à Kintélé. Eddie Sergio Malanda a été reconduit à la tête de la nouvelle structure qui a vu son champ de compétence être élargi.**

L'acte de naissance de l'Association Nouvelle génération émergente a été signé à la faveur de l'assemblée générale de transmutation et électorale à Kintélé. Auparavant, elle a fait le point des activités de la NLE pendant ses cinq ans d'existence. Les participants ont procédé à la relecture des statuts, du règlement intérieur et à la mise en place d'un nouveau bureau exécutif dirigé par le président de l'ex-NLE, Eddie Sergio Malanda. L'ANGE a été dotée d'une commission nationale de contrôle et d'évaluation (CNCE).

Du point des activités du quinquennat passé, il ressort que 2 805 375 FCFA ont été mobilisés pour appuyer l'Etat dans ses projets de construction des



Le nouveau bureau élu et investi au terme de l'Assemblée générale

ponts sur les rivières Motaba à Sambala et Ibenga à Bissambi, sur l'axe Dongou-Boyellé-Enyellé, dans la Likouala. « *La quête de fonds lancée en vue d'encourager le gouvernement à construire les ponts de Sambala et Bissambi, dans les districts de Dongou et d'Enyellé a permis de rassembler 2.805 375 FCFA. Cette somme est logée dans un compte ouvert à la Mucodec, créé à cet effet. Nous attendons le lancement des travaux de construction de ces ponts pour que cette somme soit remise à qui de droit tel que prévu dans notre démarche* », a indiqué Miguel Mbeté son rapporteur.

Il a aussi rappelé l'organisation en avril 2022, de la campagne sur le thème : « *santé pour tous à Impfondo* », au cours de laquelle, plus de 1 600 habitants de la Likouala et des populations des pays voisins ont été gratuitement soignés par des médecins venus d'Europe, de l'hôpital central des armées de Brazzaville et de l'hôpital d'Impfondo.

Suite page 9



Investissement

## FAVORISER UN ENVIRONNEMENT INCITATIF À L'INVESTISSEMENT ET L'INNOVATION

**Le ministre du Développement industriel et de la Promotion du secteur privé, Nicéphore Thomas Fylla de Saint-Eudes a reçu en audience le 7 février dernier à Brazzaville, les dirigeants de la plateforme dénommée Initiative pour la prospérité en Afrique centrale (Ipac). Cette visite avait pour but de dévoiler les objectifs et ambitions de cette think tank au service du développement économique dans la sous-région en général et au Congo en particulier.**



Photo de famille au sortir de l'audience

**A** en croire les fondateurs de l'IPAC dont le lancement vient d'être officialisé, ce think tank régional vise à promouvoir le développement économique et social en Afrique centrale. Il se concentre sur des domai-

nes tels que l'industrialisation, l'entrepreneuriat, l'innovation technologique et la promotion du secteur privé.

En effet, cette plateforme s'engage à fournir un cadre de réflexion permettant une meilleure définition et coordination des

politiques économiques dans la sous-région ; établir un dia-

logue constructif supporté par des études rigoureuses afin de générer un environnement incitatif à l'investissement et l'innovation ; promouvoir la région comme une destination privilégiée pour les talents et les partenaires industriels et financiers ; encourager une coordination plus étroite entre les secteurs public et privé. Par ailleurs, les membres de l'IPAC estiment que le ministère du Développement industriel et de la Promotion du secteur privé a un rôle capital à jouer dans cette initiative. En effet, ce ministère est chargé de mettre en place des politiques et des programmes visant à stimuler l'industrialisation et à favoriser l'investissement privé dans le pays. Il travaille en étroite collaboration avec les acteurs du secteur privé pour promouvoir la création d'entreprises et

faciliter leur croissance. Pour l'IPAC, le ministère du Développement industriel et de la Promotion du secteur privé peut contribuer à mettre en place des incitations fiscales et financières pour attirer les investisseurs tout en facilitant l'accès des entreprises au financement. Le ministère peut également participer à des activités de recherche et de partage d'expériences au sein de l'IPAC pour promouvoir le développement industriel et du secteur privé en Afrique centrale.

En collaborant activement avec l'IPAC, le Congo peut renforcer sa coopération régionale et internationale dans le domaine du développement économique. L'objectif est de promouvoir des politiques et des projets régionaux qui favorisent la croissance économique, la création d'emplois et l'amélioration des conditions de vie de la population en Afrique centrale.

**Dim-Martie Mizère**

Nouvelle Likouala émergente

## DE LA MÉTAMORPHOSE À LA CONTINUITÉ

Suite de la page 6

Dans ce registre, s'ajoutent les soirées culturelles, les tournois de football, les dons des kits scolaires et des secours qui ont été organisés pour sauver des victimes des inondations.

Ce bilan élogieux a suffi pour justifier la réélection d'Eddie Sergio Malanda à la tête de l'ANGE née sur les cendres de la NLE. Prenant la parole pour la circonstance, le président de la nouvelle structure a déclaré : « après cinq années à la tête de l'Association nouvelle Likouala émergente où nous avons mené les actions d'envergure et remporté des batailles significatives, malgré nos moyens limités, je peux affirmer sans risque de me tromper que notre bilan a été satisfaisant. Notre action nous a permis de rayonner tant au plan national qu'international », a-t-il déclaré.

Poursuivant sa déclaration, le président Eddie Sergio Malanda a indiqué que « la demande de nouveaux adhérents à notre association étant devenue de plus en plus forte, nous étions obligés d'ouvrir l'association à d'autres

départements, à l'instar des départements du Niari, de la Lékoumou, la Bouenza et du Pool. Le nom Likouala commençait à nous bloquer un peu. Nous avons donc ouvert l'association en donnant la chance à tout le monde. Il fallait donc adapter l'association à la réalité d'aujourd'hui. Je peux dire que nous sommes aguerris pour conquérir le territoire national », a affirmé Eddie Sergio Malanda pour justifier la métamorphose. Au chapitre des actions prioritaires de l'ANGE, il inscrit la poursuite des actions programmées ; la distribution des kits à l'hôpital de Kinkala ; la construction de deux écoles dans la partie nord du pays ainsi que l'organisation d'une soirée culturelle nationale. Pour l'année 2024 dédiée à la jeunesse, il rend un grand hommage au chef de l'Etat et promet de ne ménager aucun effort pour apporter sa contribution à cette vision tournée vers le bien-être de la jeunesse congolaise.

**Ernest Otsouanga**

Nécrologie

## JULIEN MOUMBETI, LE JOURNALISTE, PASTEUR S'EN EST ALLÉ AU PÈRE

**Le journaliste à la retraite, Julien Moubéti, ancien directeur général de Télé-Congo qui a également été conseiller au ministère de la communication, a tiré sa révérence le 8 février 2024 à Brazzaville des suites d'une maladie.**



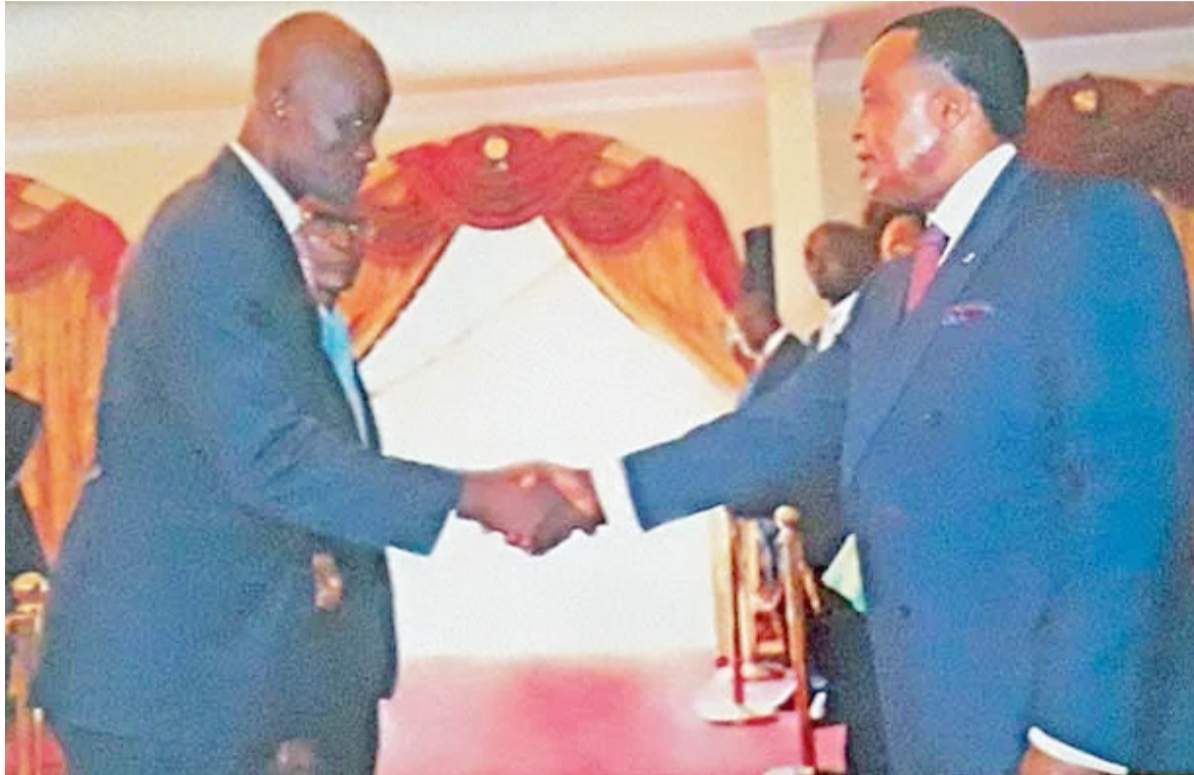
Ce chevalier de la plume, formé en ex-URSS, a débuté sa carrière au quotidien national d'information MWETI où il a laissé de bonnes impressions. Ses collègues témoignent qu'il était un homme jovial, aimant le travail bienfait.

Dans les milieux chrétiens, il laisse un témoignage d'un croyant exemplaire. Il avait suivi des cours bibliques avant d'être consacré Pasteur au Centre Chrétien Néhémie. Il était membre de la CARESCO et de la Plateforme des confessions religieuses du Congo.

Que son âme repose en paix. □

# AU CONGO, LES PERSONNES VIVANT AVEC HANDICAP SONT PRISES EN COMPTE DANS LA POLITIQUE DU CHEF DE L'ETAT

Existerait-il une véritable approche conceptuelle de la paix au Congo pour toutes les couches de la population congolaise ? Je me pose cette question, parce que je fais partie des personnes vivant avec handicap (PVH), une catégorie de citoyens en quête de l'idéal social qu'est la paix durable.



Armand Guy Richard Ndinga Okossa saluant le président de la République

Selon l'UNESCO, la paix représente bien plus la fin des conflits armés, un comportement. C'est une adhésion profonde de l'être humain aux principes de liberté, de justice, d'égalité et de solidarité entre tous les êtres humains (vision adoptée au congrès international tenu en 1989 à Yamoussoukro en Côte d'Ivoire sous le thème «*La paix dans l'esprit des Hommes*»). Ainsi considérée, y a-t-il lieu de parler de paix pour les populations des handicapés en République du Congo ?

En effet, les personnes en situation de handicap sont confrontées à plusieurs formes d'inégalités et d'exclusions qui nuisent à la paix durable. En République du Congo, le taux d'analphabétisme a considérablement baissé. La

population d'analphabètes est dans la grande majorité constituée des PVH. Ils n'ont pu être scolarisés faute de structures scolaires adaptées, du fait de la négligence des parents ou à cause de l'inexistence d'une politique sociale en la matière.

Les PVH représentent environ 13% de la population générale du pays. Si les enfants ayant des déficiences motrices peuvent se scolariser dans les mêmes établissements que les enfants normaux, les enfants qui ont des déficiences intellectuelles, des troubles psychomoteurs, le trouble de langage ; les enfants atteints de déficiences auditif et visuel, les enfants polyhandicapés, sont abandonnés à leur triste sort. Les initiatives des pouvoirs publics pour favoriser

l'inclusion scolaire, les compétences scolaires et sociales, les apprentissages adaptés pour ces enfants sont encore au point mort.

Les enfants en situation de handicap sont relégués au second plan dans leurs familles biologiques respectives. Ils sont mal assistés par leurs parents au profit des enfants dits valides. Nombreux sont ces enfants atteints de différents handicaps qui se sont vus privés de la scolarité, à cause de la négligence de leurs géniteurs. L'illettrisme de cette catégorie d'enfants est leur moindre souci.

Comment peut-on être en paix, lorsqu'on se trouve dans une telle situation et quand on sait que le présent détermine l'avenir ? Peut-on avoir la paix lorsque dans sa propre famille, cellule de base de la société

et dans l'entourage, on ne peut pas jouir de la moindre considération ? Lorsqu'on est condamné à vie d'être une charge pour les autres, un paria de la société ? La sagesse populaire nous enseigne qu'un ventre affamé n'a point d'oreilles. Manger et boire sont classés en deuxième position sur la liste des 14 besoins fondamentaux d'un humain après le besoin de respirer, selon Virginia Henderson.

La consolidation de la paix durable est un vaste chantier. La couche de la population congolaise représentée par les personnes vivant avec handicap attend de l'acteur politique, quelle que soit son obéissance, des pistes de solution en faveur de cette couche sociale. Dans son projet de société, le politique ne doit pas oublier d'intégrer la problématique de la paix durable en faveur des PVH. Sur 80% de personnes constituant cette couche sociale en République du Congo, 43% sont des enfants en position d'exclus de la société.

Les PVH ont besoin de faire des études. Ils ont besoin de se former et de travailler. La paix réelle serait une utopie pour cette couche de la population congolaise, si le nombre de structures de prise en charge des enfants handicapés existantes ne répond pas ; si on ne forme pas un personnel qualifié pour les former ; si l'exécutif ne met pas en œuvre une politique sociale pour leur prise en charge. La paix ne peut pas régner, dans une famille où les parents sont incapables de s'occuper d'un enfant autiste par exemple, dont l'avenir est



incertain.

Les acteurs politiques et les gestionnaires de la cité ont du grain à moudre, car les personnes vivant avec handicap ont véritablement besoin d'une paix durable. Leur situation actuelle ne garantit pas des lendemains meilleurs. La vision du président de la République Denis Sassou N'Guesso pour toutes les couches sociales, est de ne laisser personne au bord de la route. Dans le passé, il a eu à instruire les services compétents d'allouer un quota important aux personnes vivant avec handicap, à chaque campagne de recrutement des personnels civils de l'Etat dans la Fonction publique. Ce ne sont pas souvent les ayants-droits qui tirent profit de ces postes budgétaires. Dans son projet de société actuellement mis en œuvre par le gouvernement, la personne vivant avec handicap n'a pas été oubliée. La balle est dans le camp de ceux qui sont chargés de mettre en musique cette vision du chef de l'Etat.

Armand Guy Richard Ndinga Okossa



**OUVERTURE DES LIGNES**  
**ETOUMBI - KELLE & ETOUMBI - MBOMO!!**

après une interruption momentanée de la ligne Etoumbi - Kelle, votre transporteur vous annonce sa relance et l'ouverture du tronçon Etoumbi - Mbomo

Désormais voyagez jusqu'à MBOMO!!

Brazzaville  
**ETOUMBI - KELLE**  
tous les  
**MARDIS**  
**SAMEDIS**



Brazzaville  
**ETOUMBI - MBOMO**  
tous les  
**JEUDIS**



1<sup>ère</sup> PME Congolaise de Livraison Express depuis 1992.

**G'BOX SERVICES**  
Une Nouvelle équipe qui vous offre :

- + De Dynamisme
- + De Professionnalisme
- + De Réactivité
- + De Sécurité
- + De Satisfaction clients

**NOS METIERS**

- ✓ Livraisons Express Nationales
- ✓ Livraisons Express Internationales
- ✓ Fret Aérien
- ✓ Fret Routier
- ✓ Fret Maritime
- ✓ E-Commerce

**NOTRE FORCE, NOTRE RÉSEAU**

+ De 14 agences dans tout le territoire national

NEW FORMULA  
POWERED BY **SAP Business One**

**Service Clients :**  
Direction générale Brazzaville : Centre ville en face de la mairie centrale.  
Agence Pointe noire : Centre ville Rond point kassa' en face du Centre Culturel Français.  
Contact: 2017@gxinternational.net • www.gxinternational.net  
(+242) 05 550 10 73 - (+242) 05 301 02 38

Nos Partenaires



Les minéraux de développement

## DES RECOMMANDATIONS POUR VIABILISER ET VALORISER CE SECTEUR

Il s'est tenu du 25 janvier au 1<sup>er</sup> février 2024 à Brazzaville, la première session technique de renforcement des capacités et de partage d'expérience sur la formalisation, l'environnement, la santé et la sécurité dans le secteur des minéraux de développement en République du Congo. Organisée conjointement par le ministère en charge des Industries minières et le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), la clôture de cette session a été placée sous les auspices de la conseillère aux mines du ministre d'Etat, Noida Ngatsé Lébéla. Elle a été marquée par l'adoption de 17 recommandations pour valoriser et viabiliser ce secteur afin qu'il permette à l'exploitant de vivre de son métier.



Le présidium de la première session technique

Pendant huit jours, les participants venus des ministères en charge des Mines, de l'Environnement, de la Construction, des Petites et moyennes entreprises, de l'Université Marien-Ngouabi, du Centre de recherche géologique et minière ainsi que des artisans, ont laborieusement échangé sur les tenants et les aboutissants de ce secteur. Ani-

mée par des experts locaux et du bureau régional du PNUD, les participants ont été édifiés au cours de cette session sur les défis ; les opportunités ; l'organisation du secteur des minéraux de développement ; l'élaboration d'un plan d'affaire, la recherche des financements ; la caractérisation et la valorisation de certains minéraux de développement ; la présenta-

tion du potentiel géologique et minier des 12 départements du Congo.

Au terme des travaux de cette session, le délégué du PNUD Hollande Nziendolo a indiqué dans son mot de circonstance que la feuille de route et le plan de retour au travail qui viennent d'être validés serviront la création des entreprises dans le secteur minier. Ce qui générera des emplois au bénéfice de la jeunesse congolaise. Poursuivant son mot de circonstance, le délégué du

PNUD a parlé des enjeux de cette session en ces termes : « nous avons eu le privilège de découvrir le potentiel minier et géologique des douze départements de la République du Congo. Les données partagées par les directeurs départementaux ont mis en lumière la diversité et la richesse de nos ressources naturelles, tout en soulignant l'importance d'une exploitation responsable et durable ». Il a exhorté les artisans à s'engager dans la formalisation en vue d'accéder aux financements d'appui, offerts aux entreprises par le PNUD.

Peu avant de se séparer, les participants ont adopté 17 recommandations dont celles relatives à la mise en place d'un cadre d'échange et de formation continue ainsi que la poursuite du processus de formation des artisans du secteur des minéraux de développement. Les participants ont aussi procédé à la cartographie et l'estimation des réserves en minéraux de développement ; au renforcement des capacités techniques des artisans évoluant dans la filière des minéraux de développement ; à la mise en place d'un cadre de valorisation des résultats des recherches scientifiques sur les

minéraux de développement. Les autres recommandations concernent la création d'une cellule d'appui et de promotion des projets sur les minéraux de développement. Les participants ont également adopté une recommandation portant sur le renforcement des capacités techniques des artisans évoluant dans la filière des minéraux de développement. De son côté, la conseillère aux mines du ministre d'Etat, ministre des Industries minières et de la Géologie, Noida Ngatsé Lebelé, a catégorisé les acquis de cette formation en trois ordres. Il s'agit de l'acquisition des connaissances théoriques sur les techniques fondamentales et les notions pratiques liées aux minéraux de développement et à l'éco-construction à partir des ressources locales disponibles ; la capacité de présenter le processus de formalisation ; la capacité de former les acteurs sur les enjeux et défis de l'environnement, la communauté, la santé et la sécurité dans les mines et carrières. Evoquant les recommandations qui ont été adoptées par les participants, Noida Ngatsé Lébéla a tout simplement déclaré qu'elle en prend acte et promis de les transmettre à la hiérarchie. Elle a néanmoins rassuré les participants de son engagement à mettre en musique ces recommandations. « J'ose espérer que dans le cadre de la promotion et la valorisation du secteur des minéraux de développement en République du Congo, nous œuvrerons ensemble à mettre en application les recommandations adoptées », a-t-elle conclu.

Patrick Yandza

### NUMÉROS UTILES

(urgences)

Police secours :	117
Sapeurs pompiers :	118 / 05 589 56 56
CHU-B Ambulances :	22 282 61 59
Hôpital de Mfilou :	05 615 26 67
Hôpital Central des Armées P.Mobengo :	06 654 91 32
Pompes funèbres de Pointe-Noire :	05 573 32 15
Pompes funèbres municipales de Brazzaville :	06 662 53 00
E <sup>2</sup> C Brazzaville:	42.42. E <sup>2</sup> C Diosso: 05 070 66 40
CORAF :	06 654 06 62 / 63
Radio Congo :	06 752 20 20 / 05 582 32 73
Commissariat de Police de Moukoundzi-Ngouaka :	06 624 57 93
Commissariat de Police de Ouenzé 1 :	22 400 01 25
Commissariat de Police de la Coupole :	22 400 02 21
Commissariat de Police Massina :	06 840 14 13
Commissariat de Police Plateau des 15 ans :	06 821 170 / 06 594 69 23

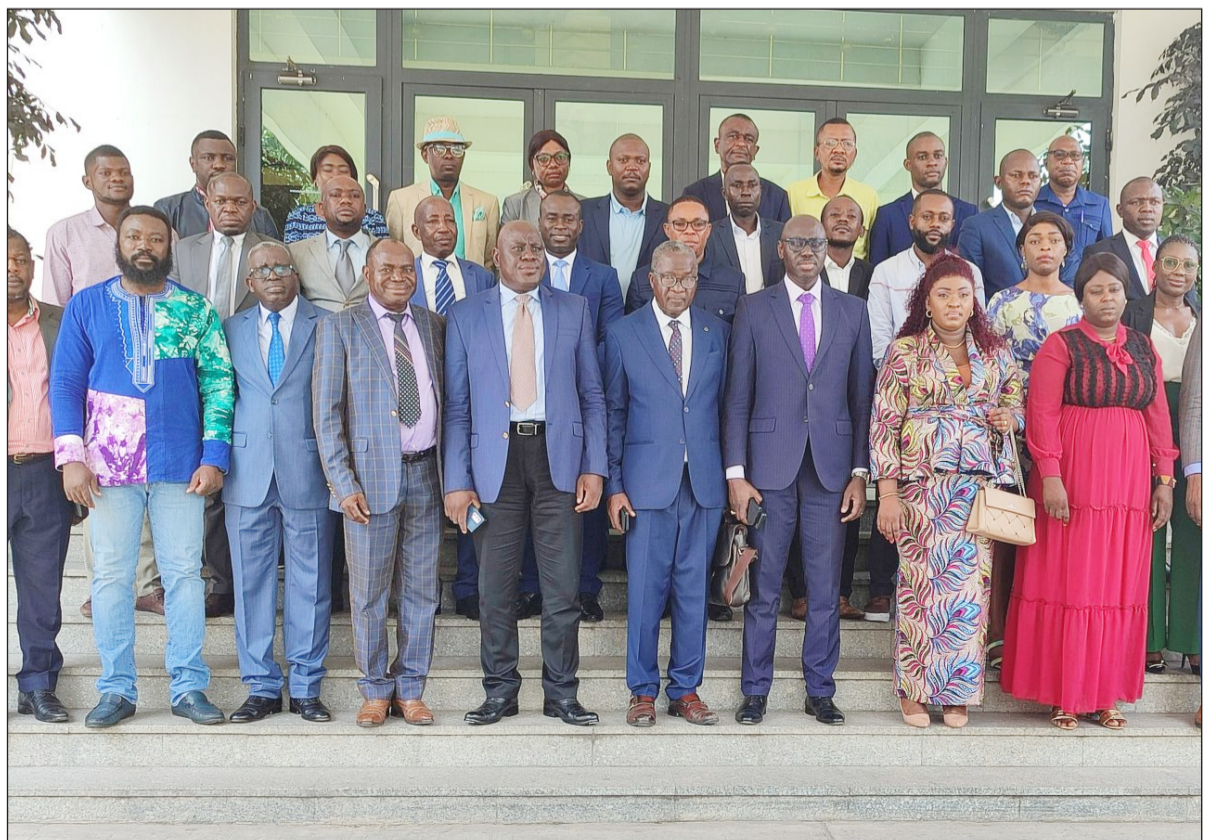


Photo de famille à la fin de la session technique

Télécommunications

## VERS UN RÉAJUSTEMENT DES TARIFS

Des concertations sont en cours, pour éviter le naufrage de l'écosystème des communications électroniques. Ces concertations qui sont menées par l'Agence de régulation des postes et des communications électroniques (ARPCE) portent sur la prochaine grille tarifaire, en cours d'études et de calcul.



Le Dg de l'ARPCE Louis Marc Sakala comprend les préoccupations des opérateurs

Ainsi, le 31 janvier 2024, le directeur général de l'ARPCE Louis Marc Sakala et son staff ont présenté la situation aux responsables des associations de consommateurs. Après un échange à bâtons rompus, elles ont compris les raisons d'un réajustement de la grille tarifaire. Les échanges entre Louis Marc

Sakala et les responsables des associations de défense des droits des consommateurs s'inscrivent dans la suite logique des actions que le régulateur entreprend ces derniers temps, pour éviter la chute, aux effets imprévisibles de tout un secteur porteur et qui tient aussi l'économie que le social. «Récemment, nous

avons reçu les opérateurs qui ont fait part des difficultés qu'ils rencontrent, surtout, les possibilités de voir certains prix, certains tarifs varier», explique Louis Marc Sakala.

Le rôle du régulateur dans pareille situation consiste à défendre les intérêts de l'Etat, ceux des opérateurs mais aussi de protéger les consommateurs. Le but poursuivi reste incontestablement la recherche de l'équilibre pour que chaque partie trouve son compte.

Le directeur général de l'ARPCE affirme au terme de cette concertation que « les échanges ont porté sur la compréhension du calcul des prix et sur les aspects évoqués à travers l'observatoire du marché, sur les prochaines tranches tarifaires en cours d'étude et de calcul ». Vu la probabilité de voir des tarifs variés, l'obligation incombait au régulateur de recevoir les consommateurs, afin, de garder un secteur équilibré et fort. Au terme de cette concertation, les représentants des associations des consom-



Vue partielle des responsables des sociétés de téléphonie mobiles

mateurs en sont sortis rassurés de ce que les calculs se feront en toute impartialité et prendront en compte des facteurs endogènes et exogènes. Venus pour la plupart avec des à-priori, les responsables des associations des consom-

mateurs ont avoué qu'ils sont convaincus des explications fournies et compris que le réajustement tarifaire s'impose pour rééquilibrer le secteur des communications électroniques.

**Marlène Samba**

Justice

## LES ACTEURS DE LA CHAÎNE PÉNALE FORMÉS AU RESPECT DES DROITS DES MINEURS

Le Réseau des intervenants sur le phénomène des enfants en rupture (Reiper), a organisé récemment à Brazzaville une formation spéciale au profit des magistrats, avocats, officiers de police judiciaire, agents de l'administration pénitentiaire, de la centrale d'intelligence et acteurs de la société civile sur le respect des procédures d'interpellation et de détention des enfants en conflit avec la loi.

Au total, cinquante acteurs ont participé à deux sessions de formation animées par « Avocats sans frontières France ». En effet, la formation avait pour but de renforcer les capacités professionnelles des acteurs de la chaîne pénale sur le respect de la procédure d'interpellation et des délais de garde à vue des mineurs en conflit avec la loi. Il s'agit notamment des magistrats, des procureurs de la République, des juges des enfants, des officiers de police judiciaire, des agents de la centrale d'intelligence et des acteurs de la société civile ainsi que le personnel pénitentiaire.

Trois jours durant, les participants ont reçu des enseignements sur l'assimilation des contenus des normes universelles de protection des droits des mineurs en conflit avec la loi au Congo. Ces sessions



de formation vont permettre dorénavant à ces acteurs de la chaîne pénale d'aborder avec professionnalisme la problématique de la violation des droits des mineurs en conflit avec la loi dans l'exercice de

leur profession.

A l'issue de cette formation, des résolutions ont été adoptées dans le but d'améliorer des conditions de détention prévues par la loi tout au long de la procédure. L'objectif

étant de permettre aux acteurs d'adopter des pratiques universelles de respect des droits des mineurs en conflit avec la loi, mais également de ceux en situation de vulnérabilité.

Les participants ont à cet effet,

salué la tenue de cette session dans l'espoir d'avoir une justice respectueuse des droits des enfants ayant violé la loi. Au terme des travaux, le substitut général près la Cour d'appel de Brazzaville, Me Dimi Niang-Dzo, appréciant la qualité des échanges, a déclaré : « cette formation a été un moment d'échanges fructueux du fait qu'elle nous a permis de partager nos expériences en matière de respect des droits des mineurs. Etant donné que nous exerçons à différents niveaux de la procédure pénale, il était donc important que chacun de nous se fasse une idée du travail qui se fait par les autres acteurs impliqués ».

Notons que le Reiper est une association à but non lucratif dont l'objectif est de protéger les enfants en mutualisant les pratiques et les savoir-faire du réseau, d'améliorer la formation continue des travailleurs sociaux et de mener des actions de sensibilisation ainsi que de plaider auprès de la population congolaise et des pouvoirs publics. Il prend en charge près de 900 enfants en situation de vulnérabilité. Le Reiper fut créé en 2003.

**Dim-Martie Mizère**

Les tontines ou «Likélémba»

## UNE AUTRE FORME D'ENTRAIDE EN PLEIN ESSOR AU CONGO

**Face à l'inaccessibilité du système bancaire et des difficultés de tous ordres à réaliser des projets, les tontines sont devenues une véritable source de financement. Elles répondent tant soit peu aux besoins multiples qui accablent les Congolais sans distinction de sexe. Il s'agit en effet, d'une association de personnes qui, unies par des liens familiaux, d'amitié, professionnel ou religieux qui se retrouvent périodiquement afin de mettre en commun leur épargne, en vue de financer des projets personnels ou collectifs.**

**S**elon un sociologue, les tontines sont des associations qui regroupent des membres d'un clan, d'une famille, des voisins ou des particuliers qui décident de mettre en commun des biens ou des services au bénéfice de tout un chacun, et cela à tour de rôle. En rappel, le nom de la tontine existait depuis le milieu du 19e siècle. Elles permettent ainsi à chaque individu d'emprunter à son tour une certaine somme d'argent à condition de la rembourser pour pérenniser cette source de financement qui n'exige aucun papier pour en bénéficier. Ce qui fait qu'elles jouent un rôle social important. Notons tout de même que ce système de financement existait bien avant l'introduction de la monnaie dans l'économie, qui réunissait des épargnants à investir de fonds en commun avec un horizon de placement déterminé entre 10 et 15 ans. C'est seulement au terme de l'opération que les fruits sont intégralement répartis entre les membres.

On le voit, les tontines sont devenues incontournables. Au Congo, on parle généralement de « Likélémba ». De nombreux congolais soutiennent que plus de 50% de la population congolaise recourent aux services de la tontine pour financer de petits projets, acheter des biens et surtout régler des problèmes ponctuels. Près de 40% des congolais recourent aujourd'hui aux tontines pour financer leurs projets.

Aussi, la tontine est-elle souvent utilisée comme une caisse de prévoyance sociale, à laquelle chacun des membres adhère. Elle permet ainsi de répondre à certaines urgences comme des cas de maladie, de décès et bien d'autres heureux ou malheureux événements de la vie. « La tontine est devenue le commun des congolais, du fait qu'elle répond à plusieurs besoins. Beaucoup aujourd'hui ne vivent plus que d'elle. On peut se permettre de le dire, elle fait partie de l'économie informelle. Cette forme d'épargne est une seconde source de financements pour plusieurs », a témoigné Martine Abaraka,



Une autre façon de vaincre la pauvreté

une sage-femme.

### Les raisons portées vers ce choix

Les circuits tontiniers jouent un rôle majeur dans le financement des économies des congolais. En effet, certains affirment que son développement est en partie, dû à l'échec de certaines agences de crédit ou de banques. On sait que ces structures n'accordent pas des crédits à qui le veut. Elles exigent tout un tas de papiers parfois pour des sommes modiques. On peut aussi citer entre autres la lenteur dans le processus de traitement de dossiers d'un crédit.

« La tontine offre un rendement

plus important que l'assurance-vie. Avec elle, on s'engage à verser une somme selon notre capacité financière fixée au préalable. La ristourne répond présente à l'urgence », souligne Albert Milandou, un fonctionnaire.

D'aucuns par contre pensent que malgré son côté urgent, et ses nombreux avantages qu'il offre, ce système de financement n'exclut pas le danger ou la méfiance d'une certaine manipulation, comme en cas de décès ou vol. L'argent n'est pas toujours au rendez-vous au temps voulu, ce qui est à craindre et peut devenir source de conflits.

Dim-Martie Mizère

## Pèlerinage

# DES PÈLERINS MARTINIQUAIS EN AFRIQUE, À LA DÉCOUVERTE DU CONTINENT

**Des ressortissants martiniquais viennent de séjourner à Brazzaville, troisième étape de leur pèlerinage dans les pays de l'Afrique noire, pour la découverte des origines de leurs arrière et arrière grands-parents.**

**B**ien conscients que leurs aïeux sont d'origine africaine, Dezy Daniel, Laguère Clément, Scolastic André, Molebet Jean Pierre et Privat Jean Alfred ont décidé de faire le tour de l'Afrique noire qui a commencé au Sénégal où ils ont visité l'île de Gorée et la Maison des esclaves située à 30 kms au large de Dakar sur la côte de l'Afrique, avant

l'étape du Bénin. Au Congo-Brazzaville qui fut aussi l'un des points de déportation des populations africaines vers l'Europe et les Amériques, ces pèlerins ont visité à Brazzaville quelques sites touristiques tels que le Mémorial Pierre Savorgnan De Brazza, le marché Total à Bacongo et surtout le majestueux fleuve Congo qu'ils ont découvert

pour la toute première fois. A l'issue de l'entretien avec le ministre de l'industrie culturelle et touristique, Lydie Pongault, le porte-parole de ces pèlerins, Privat Jean Alfred a déclaré : «Le Congo fait partie des territoires de l'Afrique qui ont subi le commerce triangulaire et éhonté des esclaves entre l'Afrique, l'Europe et les Amériques dans les années 1500-1600. Nous sommes en train de faire le pèlerinage sur ces territoires de nos aïeux pour mieux connaître l'histoire qui nous a été sciemment cachée.

Il fallait qu'on vienne sur place, et l'on a pu remarquer qu'il y fait bon vivre dans cet univers, avec tout ce qu'il y a comme solidarité, vie en communauté, sens du travail, fraternité et hospitalité qu'on retrouve également en Martinique ». Il a par ailleurs fait savoir que les Martiniquais sont de gros admirateurs de la musique congolaise, notamment la Rumba qui a une très grande influence en Martinique.

G.N.

## HUMEUR

### LES YEUX DE L'HISTOIRE

**L'**expression peut susciter à la fois étonnement et sourire. Elle peut même être vécue comme une grosse blague, une ironie. Pourtant, les yeux de l'histoire constituent une réalité vivante. Par opposition aux yeux de l'homme, qui sont faillibles et susceptibles de commettre une erreur, en raison des faiblesses dues à l'homme lui-même, les yeux de l'histoire eux, sont incontestables. En effet, dans l'appréciation qu'il fait des événements, des hommes et des choses, l'homme ne peut pas tout voir. Son champ visuel est très limité ou biaisé. Ainsi, par omission de certains segments de l'histoire, par complaisance ou intentionnellement, l'homme peut refuser de juger.

Cependant, devant les yeux de l'histoire aucun fait ne peut être ni falsifié ni éludé. Telle une caméra électronique, les yeux de l'histoire voient tout, y compris les faits les plus insoupçonnables. C'est l'assistance vidéo de la vie des hommes et des choses. A ce titre, ils imposent comme les vecteurs d'un regard que le temps porte au plus près sur les hommes, les choses et les événements. Rien ne peut échapper aux yeux de l'histoire, d'autant plus qu'ils reposent sur une conscience « vivante, verticale et globale » des faits.

Les yeux de l'histoire portent silence un regard sans complaisance sur le passé et le présent, avec une projection assistée sur le futur. Ce sont les yeux du Ciel. Ils sont partout à la fois, fixés sur les mêmes objectifs. Ils s'opposent à la conception linéaire du temps.

La sagesse nous enseigne qu'il est un fait est incontestable : l'homme avec sa ruse, sa malice, sa perversion et sa complaisance, peut échapper aux yeux des autres hommes, ainsi qu'à leur jugement. Jamais à ceux de l'histoire. Ceux-ci sont ouverts de jour comme de nuit. Leurs sentences sont inévitables et implacables.

Jules Débel

Erosion

## APPEL AUX AUTORITÉS POUR SAUVER LE LYCÉE SCIENTIFIQUE DE MASSENGO

**Les installations du Lycée Scientifique de Massengo, situé au quartier « Domaine » dans le 9ème arrondissement de Brazzaville, Djiri, sont depuis en proie à d'énormes érosions qui menacent lentement mais sûrement cet établissement scolaire ultra-moderne, si rien n'est fait pour endiguer ce danger permanent.**

Ces érosions qui encerclent le quartier « Domaine » ne sont plus qu'à quelques mètres de cet établissement scolaire qui loge en son sein, un lycée scientifique et un lycée d'enseignement général, inaugurés le 17 novembre 2015 par l'épouse du chef de l'Etat, Mme Antoinette Sassou N'Guesso. D'où l'appel presque justifié de Stévine Ganari, élève de cet établissement à l'endroit des autorités compétentes, pour préserver leur lieu du savoir : « A 100 mètres de notre lycée, il y a des érosions qui se présentent, et nous demandons aux autorités compétentes de bien vouloir nous aider, afin que cela n'arrive pas jusqu'à notre établissement », a-t-elle plaidé.

Ce Lycée Scientifique de Massengo a été construit dans le but de désengorger le lycée Thomas Sankara en solution pléthorique avec plus de 15.000 élèves. Au-delà de cette situation, il y a une préoccupation majeure du Conseil National de l'Education, qui a constaté que les filières scienti-



**Le lycée scientifique fortement menacé par les érosions**

tiques, particulièrement la série C, commençaient à manquer cruellement tant dans des lycées de Brazzaville que dans ceux de l'intérieur du pays. Autrement dit, il est rare partout, de trouver encore des élèves de la série C. Il était donc urgent que le Conseil National pense à constituer déjà la base, afin qu'on ne se plaigne pas à

l'avenir qu'il manque des professeurs de mathématiques, des sciences physiques et des Sciences de la Vie et de la Terre (SVT). Raison pour laquelle le Conseil a opté pour les sciences dans ce lycée pour intéresser les enfants, filles comme garçons. Le Lycée Scientifique de Massengo, ultra-équipé, est un

véritable laboratoire de formation des futurs chercheurs, médecins, scientifiques, géologues, ingénieurs, génie-informatiques et autres dont le pays a besoin pour son développement. Ce qui a amené ces apprenants à douter de ce qu'il s'agit d'un lycée, au point de l'appeler plutôt « Petite université de Massengo », par

analogie à l'Université Denis Sassou N'Guesso de Kintélé qui a attendu les premiers bacheliers de ce lycée. Alors, comment ne pas agir pour sauver un tel cadre de formation des futurs cadres, issu d'une réflexion lumineuse et géniale que le gouvernement a vite concrétisée, bien sûr avec des coûts exorbitants ?

A Massengo comme dans bien d'autres quartiers de la ville capitale, le danger est grand pour les habitations situées à proximité des érosions qui ne cessent de prendre de l'ampleur. « Ces érosions sont en train de détruire notre quartier, au point où de nombreux habitants ont perdu leurs terrains et maisons acquis au prix de mille efforts. Les efforts déployés par la population pour faire face à ces pressions atmosphériques se sont révélés vains. Il y a beaucoup d'érosions qui font que les voies d'accès à d'autres quartiers de Brazzaville sont coupées, surtout quand il pleut. On ne sait où aller. Les populations n'ont qu'un souhait, celui de voir les pouvoirs publics se pencher sur notre sort », ont déclaré les résidents du quartier « Domaine ».

Rappelons toutefois que la loi des finances au titre du budget 2024, prévoit une inscription de 2 milliards 700 millions de F CFA pour le traitement de ces érosions et les travaux de terrain dans la capitale congolaise.

**Gulit Ngou**



**PARADOXES**

**PARADOXES**

**PARADOXES**

**PARADOXES**

**PARADOXES**

### ◆ Du Tramadol dans le cahier d'un élève

Un élève d'un lycée de Brazzaville reconnu comme vendeur de l'eau en sachet au port de Yoro à Mpila, se servait d'un de ses cahiers de cours pour dissimuler des comprimés de Tramadol afin d'en livrer à ses amis de classe. En bon consommateur de cet anti-douleur détourné de son usage, ce jeune se ravitaillait auprès des vendeurs des médicaments de la rue. Ce pourvoyeur hors du commun est tombé récemment dans les mailles de la police qui a découvert un lot de comprimés de Tramadol soigneusement classés dans un cahier du jeune lycéen qui évitait d'attirer l'attention des surveillants. Il répondra de son acte devant la justice.

Hormis ce cas, il y a lieu de signaler que plusieurs personnes et en majorité des jeunes consomment abusivement du Tramadol, un produit qui n'est disponible que sur ordonnance médicale. Il est prescrit à petite dose après une intervention chirurgicale ou pour soulager la douleur d'une personne qui a le cancer. Le Tramadol peut

produire des effets euphorisants quand les doses dépassent la posologie normale. Selon les abonnés de ce produit, il aiderait à surmonter la fatigue, combattre la dépression ou encore améliorer les performances sexuelles. Résultat, de plus en plus de personnes dont les conducteurs de taxi-motos en consomment sans avis médical pour affronter leurs journées. Ils achètent ces comprimés dans la rue sans savoir que ce médicament, détourné de son usage, conduit à la mort. Ces consommateurs ignorent que le Tramadol, comme tous les produits dérivés de l'opium engendre une grande accoutumance ou des overdoses. A bon entendre salut !

### ◆ Une femme entretenait un homme pendant que son mari était en prison

Il s'agit d'un chauffeur qui a été libéré après avoir épuisé sa peine en prison. En allant en prison suite à un accident qui avait causé mort d'homme, le monsieur avait laissé toute son économie à la femme afin qu'elle renforce son petit commerce et s'occupe de leur enfant. A sa sortie de prison, il a trouvé sa femme et leur fils qui l'ont

reçu. Ils ont emprunté un moyen pour se rendre à la maison. La femme manifestait la joie de retrouver son mari qui lui manquait tant. Dans cette euphorie, l'homme demande à sa femme de lui donner son téléphone portable pour passer des coups de fil à ses parents et amis pour leur annoncer sa libération. En manipulant l'appareil, il tombe sur des audios et des messages compromettants. Il se rend compte que sa femme avait un amant à qui elle donnait même l'argent devant servir aux besoins de la famille pendant que le monsieur était en prison. Dans ces messages et audios l'amant vantait ses exploits sexuels et la femme lui promettait en récompense de l'argent en indiquant clairement les montants. Le monsieur revendiquait même un peu plus.

Muni de toutes ces preuves, le mari a quitté la maison avec le téléphone jusqu'à ce jour. De là où il se trouve, il a transféré les messages et audios aux parents de sa femme. La nouvelle est déjà connue par les femmes qui exercent avec elle le petit commerce. Ces dernières l'accusent de tous les maux. Elles pensent que leur collègue est bête pour n'avoir pas ef-

facé de son téléphone ces éléments compromettants. Actuellement, la femme est repartie chez elle, de l'autre côté du fleuve Congo.

### ◆ Un insecticide utilisé pour se suicider

Le Sniper, un insecticide utilisé contre les cafards, les moustiques, les punaises et toutes sortes d'insectes nuisibles est utilisé par certains jeunes pour se suicider. L'an dernier dans le secteur de Texaco à Talangaï, un jeune étudiant, n'ayant pas pu supporter une déception sentimentale, avait utilisé cet insecticide pour se donner la mort. La semaine dernière, un jeune vivant non loin du marché de Ouenzé, ayant constaté que son état de santé était chancelante, a choisi le même produit pour se suicider. Le sniper défraie la chronique ces derniers temps et il est souhaitable que les autorités compétentes prennent des dispositions pour que ce produit ne soit plus en vente au Congo. Il y a plus de dix ans que le Sniper est interdit dans beaucoup de pays pour sa toxicité. □

C.A.N de Football, Côte d'Ivoire 2023

# L'AFRIQUE DE L'OUEST CONSOLIDE SON HÉGÉMONIE

**La fête est désormais finie. L'heure est au bilan. Peu importe le vainqueur Nigeria ou Côte d'Ivoire, ce sont deux pays de l'Afrique de l'Ouest et le vainqueur de la finale d'hier a succédé au Sénégal, un autre pays de l'Afrique de l'Ouest. Décidément, cette sous-région est en train d'asseoir sa suprématie sur le sport-roi dans le continent.**

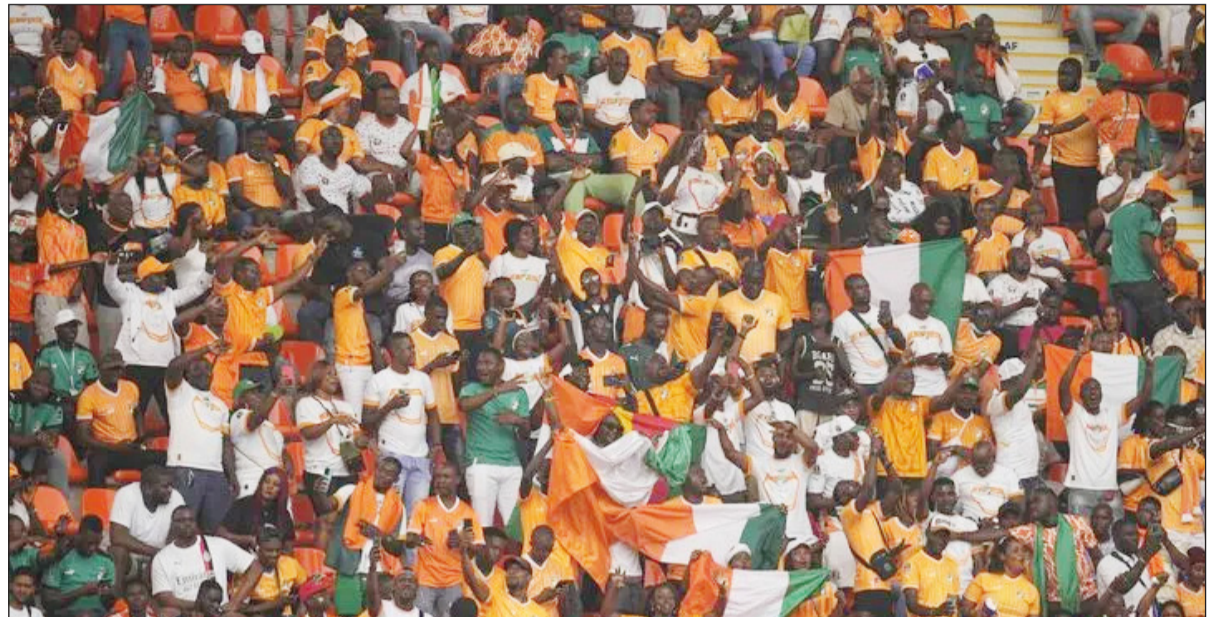
**M**ais il aura fallu le Maroc, prochain organisateur de cette épreuve en 2025, pour sauver la fête ivoirienne. Car le premier tour de cette C.A.N Côte d'Ivoire 2023 avait clairement laissé apparaître un très mauvais présage. Battue par le Nigeria (0-1) et humiliée par la Guinée Equatoriale (0-4) la Côte d'Ivoire était tout simplement menacée d'élimination. Que deviendrait cette fête sans le pays organisateur ? Surtout que des indices fâcheux avaient été fournis au soir du cauchemar subi face à la Guinée Equatoriale. Des propos injurieux, des magasins pillés et pas mal d'autres actes inciviques. Il y avait effectivement la peur sur la compétition. Et pourtant, en 1984 lors du premier essai, tout s'était passé dans la sportivité et le fair-play quoique la Côte d'Ivoire n'ait pas disputé « sa » finale. Mais cette fois, on l'a senti, le climat était réellement tendu. Le président de la fédération ivoirienne de football était publiquement menacé, l'entraîneur national chassé bref le climat était franchement détestable.

Mais, fort heureusement, il y a eu le Maroc dans le rôle de « Zorro, le justicier ». Alors qu'ils étaient pratiquement qualifiés et pouvaient se permettre de « s'économiser contre la Zambie. Non, l'entraîneur a plutôt choisi de jouer franc-jeu et de prendre ouvertement le parti des ivoiriens en alignant tous ses meilleurs pions y compris ceux qui étaient boitillants. Conséquence ? Victoire à la Pyrrhus (1-0) et première place du groupe.

Mais cette débauche d'énergie a été payée Cash en huitième de finale avec la victoire indiscutable de l'Afrique du Sud (2-0). Seulement, le Maroc a eu le mérite de sauver et la CAN et la Côte d'Ivoire, qualifiée in-extremis.

## Un mythe est tombé

Au regard de ce qui s'est passé, il n'y avait plus personne pour parier sur les chances ivoiriennes surtout qu'en huitièmes de finale il y avait la montagne sénégalaise. Mais, malgré tout ce qui se dit, la Côte d'Ivoire est quand même parvenue à s'en sortir en passant par la loterie



des tirs au but. Il a fallu, par la suite, défier les Aigles du Mali. Un match à hauts risques car politiquement les deux pays sont en froid. Et comme pour ne rien arranger la Côte d'Ivoire se voit précocement brandir un carton rouge. Alors, tout le monde installe les « Eléphants » dans le fauteuil de proie facile pour les Aigles.

Et pourtant, les Eléphants qui ont encaissé très tôt le premier but prennent la précaution de fermer boutique pour ne forcer que dans les derniers instants. Résultats ? Ils égalisent dans les dernières secondes avant d'obtenir le but de la victoire dans les arrêts de jeu. Incroyable ! Arrivent les demi-finales où existe depuis la nuit des

temps un terrible mythe. En 1968 lorsque les Léopards avaient gagné leur première coupe. Ils avaient battu l'Ethiopie, pays organisateur, sur des buts de Kidumu (1) et Mungamuni (2). Les Léopards avaient gagné par 3 à 2. Six ans plus tard, en 1974, lorsqu'ils ont remporté leur deuxième coupe, ils ont justement battu le pays organisateur, l'Egypte, par 3 à 2. Leurs buts portant la griffe de Kidumu (1) et Ndaye Mulamba. C'est vrai que cette fois Kidumu n'était plus là mais les Léopards affrontaient encore le pays organisateur en demi-finale.

Or, l'adage dit qu'il n'y a jamais deux sans trois. Mais le football reste ce qu'il est avec

une bonne part d'indéchiffable. Voilà que la Côte d'Ivoire est parvenue à briser le mythe en terrassant les Léopards (1-0). Et voici comment dame coupe sait faire des siennes. Ce lundi, on a déjà des réponses à toutes les questions que l'on a dû se poser autour de cette finale. Déjà, au premier tour, le Nigeria avait battu la Côte d'Ivoire (1-0). A-t-il récidivé au finale ? Mais, à l'heure qu'il est désormais tout est connu. Les regards sont plutôt tournés vers le Maroc 2025 avec un calendrier des éliminatoires déjà connu. Il ne reste finalement que le tirage au sort qui sera effectué fin février au Caire (Egypte).

**Nathan Tsongou**

Ligue européenne des champions

## LES FOLLES SOIRÉES EUROPÉENNES REPRENENT DEMAIN AVEC LES HUITIÈMES DE FINALE-ALLER

**C'est demain soir que sera donné le coup d'envoi de la manche-aller des huitièmes de finale de la ligue européenne des champions. Deux rencontres auront lieu à Copenhague (Danemark) et à Leipzig (Allemagne) opposant d'une part FC Copenhague à Manchester city, le champion en titre et, de l'autre, RB Leipzig au Real Madrid.**

**A**pparemment, il s'agit là de deux rencontres déséquilibrées entre deux petits poucets et deux ténors du football européen. Manchester city à Copenhague et le Real Madrid à Leipzig partent tout logiquement avec les faveurs des pronostics. Mais le football a parfois l'art de réserver aux rois aussi des petites surprises.

C'est ainsi que pour être à l'abri de ce genre de désagrément il est absolument nécessaire de rester concentré et vigilant. Le Real, en Espagne, a repris de l'avance sur Girone et semble visiblement inarrêtable. Seulement

les Allemands, même en perte de vitesse comme c'est le cas en ce moment, restent des adversaires à prendre très au sérieux. Car, avec eux, le réveil n'est jamais à exclure totalement. Ils restent toujours capables d'un sursaut ravageur. Toutefois, demain à Leipzig, les « Merengues » resteront favoris sur le papier. A Copenhague, pendant ce temps, le Fc Copenhague va défier le champion en titre, Manchester city. Là aussi, il apparaît difficile de ne pas désigner les Citizens vainqueurs de la confrontation. Ils sont en train de fondre en ce moment

sur Liverpool, le leader de la premier league. Ils sont donc en pleine confiance et l'équipe danoise a intérêt à bien se tenir. Seulement, le football est un domaine un peu bizarre car il suffit parfois de très peu de chose pour que tout bascule à jamais dans un sens comme dans un autre. C'est pour cela qu'il existe des jours sans. Alors, méfiance.

### Le P.S.G découvre la Real Sociedad au Parc des princes

Après demain mercredi deux autres rencontres auront lieu dans la soirée. Il s'agit de Lazio Rome-Bayern de Munich et Paris Saint Germain-Real Sociedad. La première rencontre oppose deux puissances du football européen. Sauf que, dans le cas précis, la Lazio de Rome n'est pas du niveau de

l'Inter de Milan ou du Milan Ac. La Lazio est juste une équipe italienne sans plus. Elle a le malheur d'affronter l'ogre allemand, le Bayern de Munich. Difficile de ne pas croire à un match déséquilibré même si le Bayern de Munich n'est pas tout à fait au mieux en ce moment en bundesliga. C'est connu de tous : les grandes équipes ne meurent jamais. Le Bayern de Munich est donc capable de se transcender, en une soirée européenne, pour imposer sa volonté en terre italienne. Le Bayern passera après-demain pour favori.

L'autre match de la soirée, Paris Saint Germain-Real Sociedad, est plutôt une curiosité. C'est vrai que l'équipe parisienne est comme sur un nuage en ce moment en France où elle broie tout sur son passage. Mais sur la base des lacunes montrées dernièrement face

à Brest tant en championnat qu'en coupe, Paris Saint Germain ne rassure pas vraiment. Or l'équipe espagnole reste imprévisible, capable du meilleur comme du pire.

On ne sait pas dans quel état cette équipe sera mercredi prochain. C'est en cela que La Real Sociedad peut être un cadeau empoisonné pour le champion de France Kylian Mbappé est, certes, encore et toujours là, l'entraîneur Luis Enrique connaît parfaitement la Real Sociedad mais... C'est une équipe qui, dans un beau jour, peut s'offrir n'importe qui. Et donc on ne sait pas trop bien à quoi s'attendre après-demain. Il va falloir attendre de voir ce qui va se passer sur le terrain.

Les rencontres restantes vont, elles, se disputer la semaine prochaine. Le Mardi 20 février, le programme prévoit Inter de Milan Atletico Madrid et PSV Eindhoven-Borussia Dortmund tandis que le mercredi 21 février se joueront Fc Porto-Arsenal et Naples-Fc Barcelone.

**Merlin Ebalé**

Distinctions honorifiques

# QUATRE ANCIENS JOURNALISTES SPORTIFS FAITS OFFICIERS DANS L'ORDRE DU MÉRITE SPORTIF

**Cela s'est passé le mardi au ministère en charge des Sports. Cérémonie placée sous le patronage du ministre Hugues Ngouélondélé qui mettait en application le décret N°2023-115 du 3 avril 2023 portant décoration à titre exceptionnel dans l'ordre du mérite sportif.**

Les cadres du département, les responsables de la Confejes, les invités et bien sûr les récipiendaires étaient tous là avant que le grand chancelier des ordres nationaux, Norbert Okiokoutina et son équipe n'entrent en action. Pour ce décret N°2023-115, l'échantillon choisi était composé de quatre journalistes déjà retraités et d'un autre parmi les cinq encore en activités. Les quatre retraités à savoir Atarabounou Jean, Eboué Georges, Diahomba Fidèle et Ntoto Roger ont été décorés au grade d'officier dans l'ordre du mérite sportif tandis que Ndzanga Bazho a été fait chevalier dans l'ordre du mérite sportif.

Occasion donnée à la presse sportive de faire le tour des récipiendaires qui ont tous témoigné leur gratitude et reconnaissance vis-à-vis du président de la république et du gouvernement de la république. Leurs remerciements sont allés droit au Ministre Hugues Ngouélondélé qui a eu l'idée de les choisir. Ce qui n'est pas rien dans un milieu où les compétences sont à foison. D'où ce témoignage de Georges Eboué « *Jusque-là, ce n'était que la rue qui était reconnaissante des services rendus. Maintenant que l'Etat se manifeste j'en suis fier. Fier d'être reconnu comme bon serviteur de la nation. Il vaut mieux tard que jamais. Car voyez-vous mon petit Salomon vient de s'en aller dans l'indif-*

*férence la plus totale* ».

En dehors des anciens, Ghislain Joseph Gabio, Germain Bisset, Félix Kimina Makumbu et Robert Steph Malonga, la génération qui vient d'être décorée mérite pleinement ce retour d'ascenseur. Elle aura laissé des empreintes qui resteront à jamais impérissables dans la presse sportive.

Jean Atarabounou, c'est le créateur de l'émission « Massano » à Radio-Congo. Venu du corps médical, il a su parfaitement s'adapter dans la mission d'informer, d'éduquer, et de distraire. Il était très à l'aise dans la lecture des communiqués, dans la présentation de « Massano » et bien sûr dans les

retransmissions en direct où il formait un bon tandem avec Joseph Pambou « Djo Pambou » qui excellait en kituba.

Georges Eboué, pour sa part, est arrivé à la radio par voie de concours en 1979. Il a bénéficié d'un encadrement adéquat de Germain Bisset, Lucien Léonard Parfait Nzoungou, Jean Constant Comlan et fidèle Diahomba. Suite à sa réussite à un concours, il a été admis pendant deux ans à l'Institut de la Communication audiovisuelle (I.N.A) de Bry-sur-Marne (France) où il en sortit avec le diplôme de chargé de production radiophonique. A son retour, il s'est mis résolument au service du sport. Il a aussi bénéficié des séminaires de perfectionnement en journalisme sportif à Bordeaux (1987) et Paris (1991). Ce qui, sans doute, l'a aidé à devenir un crack de la presse sportive.



**Décoration de Georges Eboué par le grand chancelier des ordres nationaux, Norbert Okiokoutina**

Fidèle Diahomba est, sans aucun doute, le plus ancien

des récipiendaires. Il aura été un « bûcheron » infatigable notamment à la télévision nationale où, pendant longtemps, il a apporté un remarquable soutien à Ghislain Joseph Gabio. Très social Fidèle Diahomba est de ceux qui ont largement contribué au rayonnement de la presse sportive congolaise. Il a vu défiler des générations entières et c'est à juste titre qu'il est aujourd'hui récompensé.

Roger Ntoto a pour sobriquet « Lacombe » qui fut une célébrité en football évoluant à Lyon. C'est dire que c'est un passionné de foot mais devenu journaliste, il a élargi son registre. Pur produit de l'Université Marien Ngouabi, il a su s'adapter sur le terrain en passant, sans la moindre difficulté de la radio à la télévision via Mweté c'est donc un passe-partout.

**Merlin Ebalé**



**Photo de famille des récipiendaires avec le ministre en charge des sports**

## RÉFLEXION

### UN GESTE HAUTEMENT FAIR-PLAY

Sans doute une frange de la population sportive trouvera à redire. Car, après tout, aucune œuvre humaine n'est parfaite. Seulement, il sied de reconnaître que, dans le sport, les relations ont le plus souvent été tendues et pleines d'animosité entre les gestionnaires et la presse. Les Premiers veulent toujours être caressés dans le sens du poil tandis que la presse, elle, a plutôt tendance à s'accrocher au langage des résultats, en vue de relever les faiblesses. C'est en ce moment-là

que les gestionnaires oublient carrément les exigences du sport que sont le fair-play, la tolérance, ou la sportivité tout court. On en arrive facilement à des problèmes personnels où des sportifs deviennent « ennemis ». Ce qui, évidemment, ne peut faire que pourrir le climat. Or, dans le sport, tous les opérateurs se doivent plutôt de concourir au rapprochement, à la saine rivalité, à l'union des cœurs. Qu'on le veuille ou non, la cérémonie de mardi dernier au ministère en charge des sports a été d'une signification pro-

fonde. Grâce au ministre Hugues Ngouélondélé, des serviteurs du sport ont été officiellement reconnus et dans les différentes interviews, les récipiendaires ont témoigné leur gratitude au gouvernement de la république. Car il vaut mieux tard que jamais. Jean Atarabounou, Fidèle Stalgar Diahomba, Roger Ntoto et Georges Eboué ont clairement affiché leur fierté.

Ils peuvent désormais partir tranquilles et satisfaits d'avoir rendu service à leur pays. Ils n'ont pas manqué d'avoir du regret pour Salomon Pangou qui, lui aussi, aurait pleinement mérité cette reconnaissance. Il en reste d'autres qui, eux aussi, mériteraient pareille distinction. Mais quoiqu'il en soit, il y a un temps pour

tout et le mérite sportif est une distinction récente. Cependant, on ne peut pas ne pas saluer la grande sportivité affichée par le ministre Hugues Ngouélondélé pour son arbitrage honnête, lucide et convaincant. Car, ce jour-là, les handballeuses qualifiées pour la coupe du monde après avoir pris la troisième place à la dernière coupe d'Afrique des nations à Dakar (Sénégal) ont, elles aussi, été honorées. C'est dire que chacun à sa place se doit d'accomplir sa mission de façon à bénéficier d'un retour d'ascenseur. C'est ce qui fera que le sport congolais puisse se réhabiliter.

**Georges Engouma**